



HAL
open science

Ivan Trojan et le Comité central des prisonniers de guerre soviétiques en Lorraine

Gérald Arboit

► **To cite this version:**

Gérald Arboit. Ivan Trojan et le Comité central des prisonniers de guerre soviétiques en Lorraine. Thierry Grobois. Résistance contre le nazisme, maquisards et partisans sur le front occidental et soviétique, Éditions universitaires européennes, pp.13-72, 2020, 978-6202538770. hal-04090422

HAL Id: hal-04090422

<https://hal.science/hal-04090422>

Submitted on 16 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Ivan Trojan et le Comité central des prisonniers de guerre soviétiques en Lorraine

Gérald ARBOIT
Docteur HDR en Histoire des
Relations internationales
Chercheur-associé Sorbonne-
Identités, relations internationales et
civilisations de l'Europe (SIRICE),
UMR CNRS, Paris 1 et Paris 4

La Lorraine ne connut pas le même destin pendant la Seconde Guerre mondiale, selon qu'elle se situât en-deçà ou au-delà de l'ancienne démarcation imposée en 1871 entre la Moselle et le reste de la région. Tout juste, à cette limite politique, se juxtaposa celle des bassins ferrifère et industriels, apparue quelque vingt ans après la première séparation des deux Lorraines. Il ne s'agit en fait que d'une reprise de la politique suivie par les Allemands pendant la Première Guerre mondiale. Comme à cette époque, l'économie de guerre se nourrit des conséquences des premiers succès à l'Est de l'Europe de la Wehrmacht. Autrement dit, face à l'afflux de prisonniers soviétiques dans les premiers mois de la campagne, mais également en raison de la mobilisation des ouvriers et des agriculteurs allemands, les autorités du III^e Reich envisagèrent d'affecter la masse captive à des emplois dans l'économie. Les deux Lorraines, ainsi qu'au Luxembourg, réunies au sein du *Bezirksgruppe Nordwest*, furent averties par le *Reichsvereinigung Eisen*, cette association du Reich pour la production de fer, à la fin de l'été 1942 de la prochaine affectation d'une main-d'œuvre complémentaire. Toutefois, il apparut que les industriels lorrains reçurent dès septembre leurs premiers contingents, alors qu'au Luxembourg, c'est-à-dire également pour les emprises de l'Arbed en Moselle, il fallut attendre octobre. Avec ces arrivées de ressortissants d'Europe orientales, se trouvèrent toutes les particularités des forces de travail imaginées par l'idéologie nazie : *Kriegsgefangenen* (prisonniers de guerre), travailleurs libres (*Ostarbeiter*), *Hilfsarbeiter* (travailleurs requis).

L'existence de cette masse de soldats soviétiques parmi les prisonniers de guerre n'échappa pas non plus au *Централ'ный штаб партизанского движения при ставке Верховного Главнокомандования*, un état-major central du mouvement partisan, institué à Moscou le 30 mai 1942. Dès avril 1943, l'état-major de l'Armée rouge lui confia la mission de surveiller les mouvements de troupes en Europe occidentale, et plus particulièrement en France¹. Le 12 mai suivant, Igor Feldman, un jeune homme d'une vingtaine ans, fut parachuté près de Mantes-Vertheuil sous la couverture d'un parisien du nom d'Ignace Fallière². Pour les Britanniques du *Special Operation Executive*, le service action spécialement constitué pour la guerre, les raisons de cette mission Ararat restèrent inconnues et la liaison du *Народный комиссариат внутренних дел* (Commissariat du peuple aux Affaires intérieures, NKVD) en Grande-Bretagne se garda bien de les éclairer. D'une façon générale, les Britanniques du *Special Operation Executive* (SOE), qui les déposaient dans toute l'Europe, ne comprirent pas l'intérêt des Soviétiques pour la France³. La concomitance entre la décision de l'état-major soviétique concernant la France et l'envoi d'un agent illégal, nanti d'une radio, laissait néanmoins suggérer une opération de renseignement en relation avec les prisonniers soviétiques de Lorraine, opérée par un organisme clandestin du Parti communiste français.

L'absence de sources explicites, en France comme en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Russie, ne permet pas d'être affirmatif. Mais les rapports de l'agent soviétique Ivan Trojan, conservés à Moscou, semblent confirmer cette hypothèse⁴. Il appartenait à un Comité central des prisonniers de guerre soviétiques, constitué à Paris à la fin 1943 et opéra en Lorraine entre avril et juin 1944. L'analyse de ces documents montre que sa mission était militaire et s'inscrivait bien dans l'effort

¹ Российский государственный архив социально-политической истории [Archives d'histoire politique et sociale de la Fédération de Russie], Moscou (RGASPI), Fond (F.) 69, opis 1 (op.), delo (del.) 4.

² The National Archives, Kew (TNA), HS 4/337 et HS 7/278.

³ *Ibid.*, HS 7/187, Preliminary Survey of Joint Subversive Policy for the Guidance of the British & Soviet Liaison Sections, 1^{er} décembre 1942.

⁴ RGASPI, F. 553, op. 1, del. 2.

soviétique à faire émerger un second front à l'Ouest, éludant les espoirs d'une révolution communiste en France. Si « la conduite de la guerre, telle que pensée par les Occidentaux, repose sur l'idée que la conquête et la maîtrise de l'ennemi amènent à faire renoncer à la lutte, (...) qu'en est-il lorsque l'adversaire ne suit pas le même schéma de raisonnement ?⁵ » Les rapports de Trojan permettent également de comprendre l'atmosphère, parfois délétère, régnant au sein des structures communistes.

Un membre du Comité des prisonniers de guerre soviétiques

Rien ne prédisposa Ivan Ivanovich Trojan à devenir un agent soviétique. Né russe dans la ville portuaire et industrielle de Taganrog, dans l'oblast de Rostov, le 12 janvier 1901, il était le fils d'un employé privé décédé trop tôt et d'une femme de ménage aux idéaux familiaux proches des révolutionnaires de 1905. Ivan fut élevé par un fonctionnaire à la retraite et sans enfants, chez lequel sa mère travaillait depuis la mort de son époux, en 1902, puis par le nouveau mari de sa mère, un comptable, à partir de 1912. Ainsi fit-il des études dans un lycée technique de la ville, jusqu'en mars 1919, rêvant de devenir ingénieur métallurgiste. Mais, en mai, il s'engagea dans les *Вооружённые силы Юга России* (Forces armées du sud de la Russie), dont l'état-major, commandé par le général Anton Ivanovich Denikin, était installé depuis cinq mois à Taganrog. D'abord affecté dans l'artillerie, il suivit le destin des armées antibolchéviques à bord d'un train blindé jusqu'en Crimée. Démobilisé, puis incorporé dans la marine, il suivit les cours des aspirants officiers. Évacué par les marines françaises et britanniques à Constantinople, en novembre 1920, il aborda à Bakar, un port croate, le 15 décembre suivant. En septembre 1921, dépourvu de sa nationalité russe par le gouvernement soviétique, il chercha à s'intégrer dans la jeune société yougoslave. Après avoir exercé différents petits boulots, il s'inscrivit au cours des géomètres de l'Université de Ljubljana. Diplômé arpenteur (1922), il tenta de poursuivre sa formation une année supplémentaire (1923), mais, confronté à des difficultés politiques et matérielles, il dut se résoudre à chercher à gagner sa vie. Il rejoignit des cosaques dans la région de Zagreb, employé tour à tour à la construction d'une ligne de chemin de fer, d'un pont sur une rivière, d'une sucrerie⁶.

En juillet 1925, nanti d'un tout nouveau rapport Nansen lui permettant de voyager, Trojan se laissa séduire par les conditions d'immigration en Sarre offertes par une société de recrutement mandatée par la sidérurgie de cette région sous administration française. Pour la première fois, il délaissa l'ambiance de communion tsariste qui l'avait vu naître. Il en fut à ce point bouleversé qu'il croyait encore en décembre 1937 qu'il partait pour la France, alors qu'il rejoignit une filiale de Pont-à-Mousson à Brebach où il resta jusqu'à sa mise au chômage en mai 1930. De la France, il ne connut pendant cette période que six semaines sans avenir à Lyon à l'été 1926. Il dut patienter encore quatre ans avant qu'un recruteur de l'usine de Hagondange lui offrit, le 20 juillet 1930, un contrat d'un an renouvelable. Cette longue errance de dix ans et cette apparente stabilité, notamment financière, lui rappelèrent combien son pays lui manquait. L'apatride laissait la place à l'« émigré »⁷ ; il tenta en vain par deux fois, en 1932 et en 1933, d'obtenir une amnistie lui permettant de retourner en Russie. Afin de maximiser ses chances de succès, il se rapprocha deux ans plus tard d'une « Union de rapatriement russe en France », un organe fonctionnant d'après les directives de l'ambassade soviétique de Paris et créé en décembre 1928. Il en fut même le représentant pour le secteur Algrange-Hayange-Uckange-Amnéville. Dans le même temps, il rejoignit, en décembre 1935, la Confédération générale du travail (CGT) et le Secours rouge, puis la cellule d'Amnéville-Rombas du Parti communiste (PCF), à l'invitation d'Alfred Muller, responsable de l'agitation-propagande du rayon communiste de la vallée de l'Orne⁸.

Ce complet changement de camp s'expliquait aussi par une lecture régulière des journaux régionaux, depuis son arrivée en Sarre, et une confrontation constante avec la vie des travailleurs, depuis la Yougoslavie, auxquels Trojan tint toujours à apporter « des réponses dans la littérature aux

⁵ Nathalie Genet-Rouffiac, « Introduction », Nathalie Genet-Rouffiac, Jean-Lou Monot, Christophe Bertrand (dir.), *Des prisonniers de guerre aux personnes capturées*, Vincennes, Service historique de la Défense, 2010, p. 12.

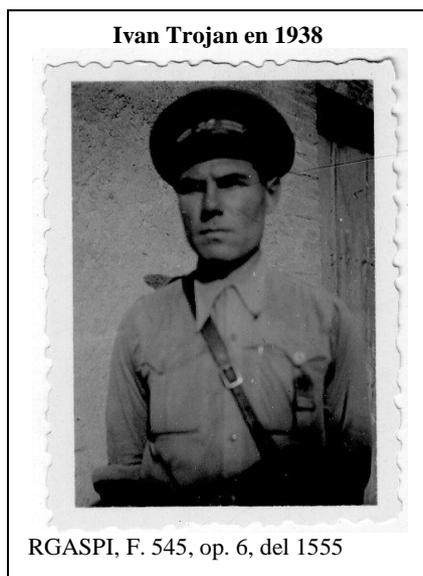
⁶ RGASPI, F. 545, op. 6, del. 1555 et 651, autobiographies d'Ivan Trojan 3 décembre 1937 et 12 octobre 1938 ; Marina Gorboff, *La Russie Fantôme, L'émigration russe de 1920 à 1950*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1995, p. 18.

⁷ Hélène Menegaldo, *Les Russes à Paris 1919-1939*, Paris, Autrement, 1999, p. 11.

⁸ RGASPI, F. 545, op. 6, del 1555, Biographie militante d'Ivan Trojan 21 novembre 1938 ; Pierre Schill, « Muller Alfred, Georges », <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article123544>.

questions de l'expérience ou une confirmation de l'expérience visibles à la lecture »⁹. Après son adhésion au parti communiste, ses lectures furent plutôt *L'Humanité* et la *Правда* [Vérité]. Ce revirement politique intégral de Trojan n'eut pas l'heur de plaire à ses anciens compagnons d'arme ; en juillet 1936, ils obtinrent son renvoi de l'usine de Hagondange. Mais les conditions de travail propres au Pays-Haut lorrains comme ses accointances politiques firent que Trojan retrouva facilement un emploi, à l'usine de Rombas (Muller y était ouvrier). Toutefois, sur proposition de Muller, sa volonté de retourner à Taganrog restant forte, il rejoignit le combat de la république espagnole¹⁰. Cette décision lui valut une mesure d'expulsion par le ministère français de l'Intérieur, le 6 novembre 1936¹¹.

Le 12 octobre 1936, il arriva à Albacete, où se trouvait le centre de formation des brigades internationales. Contre toute attente, ce communiste russe venant de France ne rejoignit pas la centurie Commune de Paris, dans la XI^e brigade, mais fut affecté à la centurie allemande Thälmann. Sa connaissance du combat d'infanterie, acquise dans les troupes blanches, lui permirent de rejoindre la compagnie de mitrailleurs. Se distinguant lors de son baptême du feu, le 12 novembre suivant, il enchaîna les promotions : instructeur des mitrailleuses (12 janvier 1937), sergent (25 janvier), sous-lieutenant (26 juillet) et lieutenant (18 septembre). À partir de février 1937, il fut employé à l'armurerie militaire, prenant la responsabilité des munitions du bataillon, puis de la XI^e Brigade (5 avril 1938), retrouvant un train blindé¹². Le « roi des munitions », marié à sa mitrailleuse, fut l'objet d'une notice humoristique dans le journal du Thälmann-bataillon, *Todos Unidos. Alle vereint*, du 12 avril 1937¹³. Il écrivit aussi divers articles dans les journaux du front. Démobilisé en septembre 1938, comme tous les volontaires étrangers, il ne réussit à retraverser les Pyrénées qu'en février suivant. Entretemps, au repos à Barcelone, il remplit sa biographie de militant pour la commission des cadres, dont le responsable était l'ancien chef d'état-major du Thälmann-bataillon, Gustav Szinda¹⁴. Puis il intégra le bureau de la cellule russo-balkanique de Calella, une petite ville bordant la Méditerranée, et s'y montra comme « très bon et actif camarade ». Ces deux actions, soutenues par Szinda, lui permirent d'obtenir sa carte du *Partido comunista español*, en tant qu'apatride¹⁵.



L'avancée des troupes franquistes l'obligea, comme d'autres, à hâter son retour en France. Il connut les affres de l'enfermement dans les camps de concentration de la III^e République, d'abord sur la plage de Saint-Cyprien (février 1939), puis de Gurs (avril). Le 22 octobre, il fut affecté à la compagnie de travailleurs étrangers de Nancy œuvrant au creusement d'un fossé anti-char à la frontière belge. Interné au *Frontstalag 204* de Péronne en juin 1940, il en fut libéré comme travailleur civil après quelques cinq mois de détention¹⁶. Il trouva ensuite un emploi dans une ferme avant que, le 9 mai 1941, de Moscou, n'arrive une « biographie dans son dossier », tirée des archives des Brigades internationales. Rédigée en français par Eduardo d'Onofrio, comme celle de Szinda, rédigée en espagnol trois ans plus tôt, elle semblait donc destinée au parti communiste local. Toutefois, ce signalement intervint au moment où la nouvelle direction générale du renseignement (Главное разведывательное управление, GRU) de l'état-major de l'armée soviétique cherchât à renforcer ses capteurs au

⁹ *Ibid.*, del. 651, *op. cit.*.

¹⁰ RGASPI, *op. cit.*, del. 1555.

¹¹ Archives nationales, Paris, 19940477/158/14990.

¹² RGASPI, *op. cit.*, del. 651 et 1555, autobiographie et renseignements d'Ivan Trojan 12 octobre et sans date [1938], 1^{er} juillet et 21 novembre 1938.

¹³ Bundesarchiv (BA), Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen, Berlin, SGY 11/170/36.

¹⁴ RGASPI, F. 545, op. 6, del 1555, Biographie militante d'Ivan Trojan 21 novembre 1938.

¹⁵ *Ibid.*, Gustav [Szinda], caractéristiques [sd (fin 1938)], note sdnl [fin 1938] et Edo [d'Onofrio], « Biographie dans son dossier », 9 mai 1941.

¹⁶ Centre national d'information sur les prisonniers de guerre, *Liste officielle n° 55 des prisonniers de guerre français d'après les renseignements fournis par l'autorité militaire allemande*, 20 décembre 1940, p. 61.

moment où la réalité d'une attaque allemande se dessinait¹⁷. Trojan rejoignit ainsi l'appareil clandestin et illégal du renseignement soviétique, et non du Parti communiste français. Toutefois, en mars 1942, son envoi en Allemagne ne résulta pas d'une arrestation au titre de cette activité clandestine, ou de sa participation aux brigades internationales¹⁸, mais plus vraisemblablement d'un changement de situation professionnelle à l'âge de quarante-et-un ans. Sinon, il n'aurait pu rentrer à Paris à l'été 1943, en permission, comme il en fit part à un camarade¹⁹.

Comme il ne retourna pas en Allemagne, ce retour signifia pour Trojan une plongée inéluctable dans la clandestinité, non plus en raison de sa mission, mais pour maintenir la sécurité de l'opération. En effet, il avait été accueilli par Boris Matline (Gaston Laroche)²⁰, un Russe de Paris, communiste comme lui, mais aussi par son vieil ami Szinda (Gustav). Fonctionnaire de l'Internationale communiste depuis son départ d'Espagne, sans être passé par les camps comme Trojan, il venait de passer deux années à Moscou à mettre de l'ordre dans les archives des Brigades internationales allemandes, danoises et suédoises²¹. Puis Gustav était revenu à Paris en profitant des facilités offertes par le pacte germano-soviétique. En janvier 1942, il avait accueilli la première messagère du NKVD, Szyfra Lipszyc (Anna Ouspenskaya, alias Jeannette Dupont), déposée sur une plage de Bretagne par le SOE²². Elle avait communiqué à Gustav sa nouvelle mission : organiser un second front en France, en utilisant les ressources des prisonniers de guerre soviétiques que les Allemands ne manqueraient pas d'envoyer dans les régions industrielles de l'Ouest. Et ceux-ci étaient arrivés à partir de l'été 1942, offrant à Laroche d'essayer le premier volet de la stratégie établie par les stratèges du GRU et Gustav sur le camp de Beaumont-en-Artois : faire évader un officier de l'Armée rouge. En octobre 1942, Laroche se rendit sur place, forma des agents sur place, tous membres de Francs-Tireurs et Partisans (FTP), créés un an plus tôt pour terroriser les collaborateurs et préparer un soulèvement national. Mais Laroche n'en avait que faire pour l'accomplissement de sa mission. Ces hommes et femmes du bassin minier du Pas-de-Calais durent tout apprendre : entrer en contact avec les prisonniers, s'assurer de leur dispositions, les convaincre de s'évader, surtout connaître leur passé militaire. En effet, à partir de la fin juin 1941, des militaires soviétiques furent formés au combat de guérilla et un état-major central du mouvement partisan fut même créé fin mai 1942²³. Il fallut détecter parmi les prisonniers envoyés à l'Ouest si certains de ces hommes étaient présents et les décider à créer des mouvements de partisans dans la région.

Quatre officiers finirent par être sélectionnés par Matline (Laroche) dans les camps du Pas-de-Calais : les lieutenants Vladimir Postnikov (Thiers-la-Grange), Vasily Porik (Hénin-Liétard) et le commissaire politique Mark Slobodinski, ainsi que le capitaine Vasily Taskin (Beaumont-en-Artois). Leurs évasions réussies eurent lieu entre le printemps et l'automne 1943²⁴. Trojan en ajouta un cinquième officier, qu'il ramena de Côte d'Or. Laroche l'y avait envoyé à l'été 1943 avec Taskin. Ce dernier était un officier du détachement de frontière du NKVD. Il avait été prisonnier alors qu'il commandait un détachement de partisans sur les bords de la Baltique, en juin 1941. Après un séjour dans un camp de transit à Stettin, il avait été envoyé à Bruay-en-Artois à l'automne 1942 et avait tenté une fois de s'évader, avant de réussir le 12 juin 1943²⁵. Les deux hommes ramenèrent avant la fin de

¹⁷ David E. Murphy, *What Stalin Knew the Enigma of Barbarossa*, New Haven, Yale University Press, 2005, p. 94.

¹⁸ Zoya Nikolaevna Tikhonova (ed.), « Иван Троян, герой французского Сопротивления. Рапорты И.И. Трояна в ЦК советских пленных в Париже, 1944 » [Ivan Trojan un héros de la résistance française. Rapport de I.I. Trojan au Comité central des PG sov à Paris, 1944], *Вопросы истории* [Questions d'histoire], 1966, n° 11, p. 150.

¹⁹ Vasily Konstantinovic Taskin, « Партизанский штаб действует [L'état-major des partisans est opérationnel] », Ivan N. Kulikov, Yuri A. Plotnikov et alii (ed.), *О чем не говорилось в сводках. Воспоминания участников движения сопротивления* [En marge des communiqués. Souvenirs de résistants soviétiques], Moscou, Gospolitizdat, 1962, p. 414.

²⁰ Claude Pennetier, « Matline Boris [dit Laroche Gaston] », <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article144525>.

²¹ RGASPI, *op. cit.*, del. 361-366, 425 et 1505.

²² TNA, HS 7/278.

²³ Alexander Hill, *The War Behind the Eastern Front. The Soviet Partisan Movement in North-West Russia, 1941-1944*, Londres, Frank Cass, 2005, p. 120-136.

²⁴ Archives départementales du Pas-de-Calais, 51 J 1 ; Etienne Dejonghe, « Requis ukrainiens et prisonniers de guerre soviétiques dans le Nord de la France 1942-1944 », *Revue du Nord*, hors-série n° 2, « L'occupation en France et en Belgique », 1988, p. 731-738 ; René Lesage, « Les Ukrainiens dans le Pas-de-Calais pendant la Seconde Guerre Mondiale », *Cercle d'études du Pays Boulonnais*, 2009, p. 131-144.

²⁵ Центральный архив Министерства обороны Российской Федерации [Archives centrales du ministère de la Défense de la Fédération de Russie], Podolsk, F 58, *op. cit.*, del. 18003, l. 1586.

l'automne 1943 le capitaine Ivan Skrypai²⁶. Tous ces officiers furent exfiltrés de leurs régions de détention pour se fondre dans la clandestinité d'une grande ville comme Paris à l'initiative de Nikolai Ivanovic Smariczevski (Smarcheski, Nik). Là, ils furent pris en charge par l'« Union des amis de la patrie soviétique », l'association qui avait pris la suite de l'« Union de rapatriement russe en France » en 1937²⁷.

Le 3 octobre 1943, Matline (Laroche) réunit dans un appartement conspiratif, autour de quatre membres de l'Union, les officiers évadés et quelques anciens des Brigades internationales, comme Trojan, Smariczevski²⁸, Georges Chibanov²⁹, Alexei Kotchetkov, Nikola Roller ou Dimitri Smirjanin³⁰. Ces derniers furent choisis en raison de leur moindre visibilité pour les indicateurs des polices française et allemande qui avaient sérieusement étriillés les anciens réseaux clandestins du GRU, comme ceux des FTP. Pour limiter toute fuite, seul Laroche assura la liaison les structures combattantes du Parti communiste clandestin, avec rang de colonel, tant FTP que Main d'œuvre immigrée (MOI). Sous la présidence de Szinda, l'assemblée se constitua en section russe de la MOI et décida d'éditer un journal qui serait introduit clandestinement dans les camps, le *Русский напмуом* [Patriote russe]. Dirigé par le professeur d'historien russe en Sorbonne Dmitry Mikhailovich Odinec, Trojan y apporta son concours, comme il le fit pendant la guerre d'Espagne, tout comme Taskin. Ce dernier y publia notamment un article dans le numéro d'avril 1944, tandis que Trojan disposa d'une rubrique régulière, intitulée « nouvelles de la radio ». D'un format d'une feuille recto-verso, ce mensuel était rédigé à Paris, puis photographié et adressé aux responsables régionaux en liaison avec les camps. Jusqu'en mai 1944, ils arrivaient déjà imprimé, permettant toutefois des retouches, en relation avec l'actualité locale³¹. Le 3 octobre 1943 fut également débattu le mémorandum proposé par le commissaire Slobodinski, de constituer avec les prisonniers évadés des groupes mobiles qui se livreraient à des sabotages, généralement des déraillements de trains. En décembre 1943, ses missions étant résolument différente que celle de la MOI, la section russe s'autonomisa un peu plus en devenant le Comité central des prisonniers de guerre soviétique (CCPGS).

Les prisonniers de guerre soviétiques en Meurthe-et-Moselle

La question sécuritaire de la Meurthe-et-Moselle semble avoir retardé d'y envoyer un représentant du CCPGS. À la différence de la MOI qui y avait délocalisé le sien, pour prendre rang parmi les FTP, Elias Dorn (Jean-Claude Fischman, Marius, papa), dès septembre 1943³², Trojan (Jean) ne rejoignit ce département qu'au printemps 1944. Deux raisons à cela : d'une part, l'atmosphère s'était, en un an, dégradée en province et quelque peu apaisée en région parisienne ; d'autre part, le CCPGS fonctionnait comme un organe politico-militaire, aux objectifs décentralisés, plutôt que comme une structure politique visant à une révolution prolétarienne. Cela ressortit bien, en avril 1944, de la réunion provoquée par Taskin et Postnikov des détachements existant en zone interdite (Meuse et Meurthe-et-Moselle). Il y avait là une dizaine de cadres soviétiques à la tête de groupes d'évadés de cette région, dont Andrey Nikolaevich Tzibikov, qui venait de rejoindre le détachement « Stalingrad », Pavel Chanchishvilli, Valerian Slomatine et Ivan Tretyakov, se rappela notamment, vingt ans plus tard, Boris Laykevic, qui accompagna ce dernier. Ces hommes décidèrent que les détachements de partisans soviétiques agiraient de manière indépendante et uniraient leurs forces pour mener des opérations majeures³³.

Lorsque Trojan arriva dans le Pays-Haut, au nord du département de la Meurthe-et-Moselle, il semble que seuls quatre camps furent en relation avec le CCPGS, sinon avec les détachements FTP :

²⁶ Vasily Konstantinovic Taskin, *op. cit.*, p. 416-418.

²⁷ Archives nationale, La Courneuve, F7 14751/3.

²⁸ RGASPI, *op. cit.*, d. 1554.

²⁹ *Ibid.*, d. 1542.

³⁰ *Ibid.*, d. 1538, listes au 29 novembre 1938 et inventaire de 340 fiches ; *Ibid.*, d. 1542, Biographie de Georges Chibanoff et Daniel Grason, « Chibanoff Georges », <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article136165>.

³¹ Igor Alexandrovich Krivoshey, *Так нам велело сердце // Против общего врага: советские люди во французском движении Сопротивления* [Ainsi le cœur nous a dit contre un ennemi commun. Le peuple soviétique dans le mouvement de la résistance française], Moscou, Nauka, 1972, p. 280-284.

³² Service historique de la Défense (SHD), 16 P 190041, attestation François Vigne, 23 septembre 1949.

³³ Boris V. Laykevich, « Под Верденом [Devant Verdun] », Ivan N. Kulikov, Yuri A. Plotnikov et alii (ed.), *op. cit.*, p. 373.

ceux de Baroncourt, Jarny, Giraumont et Joudreville³⁴. Ce dernier site fut justement le lieu où était également installé le groupe FTP Gabriel Péri. Il avait été organisé par Dorn (Jean-Claude Fischman, Marius, papa) lors de son arrivée dans le département et l'avait placé, après son départ pour la Haute-Saône, en janvier 1944, sous le commandement effectif d'un interbrigadiste, Ilario Plinio, de son vrai nom Plinio Lario, plus connu en France comme le commandant Brunetto³⁵. Comme Trojan, Plinio avait été détecté depuis Moscou par deux agents italiens de l'Internationale communiste, Eduardo d'Onofrio (Edo) et Pietro Pavanin³⁶. Et comme Trojan, Lario fut arrêté les 2 septembre 1942 et 20 janvier 1943, mais pour fausse identité et défaut de papier. Interné en juin 1943 au camp du Vernet, il s'échappa une première fois, le 18 juillet, lors de son transfert vers l'Italie. Arrêté peu après, il fut transféré à la maison d'arrêt de Cherbourg, par les autorités allemandes, d'où il s'échappa le 15 septembre et rejoignit Paris. Pourtant, Lario ne fut pas un simple immigré clandestin, entré en France en 1928 et fixé à Toulouse et dans ses environs. Le 28 octobre 1930, il avait été arrêté après une tentative d'attentat contre le siège parisien du Parti fasciste et condamné à trois ans de prison, à l'issue desquels il eût du être expulsé³⁷. Le 28 juillet 1936, il rejoignit l'Espagne où, après diverses expériences sur terre comme dans les airs, il intégra le *Servicio de información militar*, le service de renseignement de la République espagnole, où il fut promu capitaine en mai 1938. Opéré de l'appendicite en 1937, il appartint surtout à la section de censure de Madrid jusqu'en mars 1939³⁸. Ce passé dans le renseignement militaire semble avoir retenu l'attention de Szinda, qui se montra moins suspicieux que ses collègues italiens, et de Matline (Laroche), qui le signala à Dorn pour s'occuper des FTP en Meurthe-et-Moselle, où il arriva en janvier 1944. La nomination d'un officier de renseignement, qui plus est rompu à l'action clandestine, ne pouvait que servir les buts du CCPGS. Il autonomisa l'action du groupe FTP Gabriel Péri des autres « quartiers » FTP du sud du département, durement étrillés depuis 1942³⁹, et constitua, autour de Trieux, Piennes et Tucquegnieux, le groupe FTP Bataillon libre de Lorraine⁴⁰. Le dernier démantèlement d'un « quartier » FTP, baptisé Gambetta, intervint entre la fin février et la première quinzaine de mars 1944. Cette fois, il dévoila aussi une documentation relative au détachement « Stalingrad », vraisemblablement composé de « prisonnier[s] russe[s] évadé[s] ». Le 22 mars, suite à l'attaque des deux puits de la mine de Piennes, à Joudreville, les Renseignements généraux estimèrent « que ce premier attentat contre une mine de la région n'était qu'un coup d'essai »⁴¹. Effectivement, deux autres suivirent, à Baroncourt et Mont-Bonvillers, les 13 et 18 avril.

Deux jours plus tard, l'arrivée de Trojan intervint donc à un moment crucial de l'opération du CCPGS. Depuis l'été 1943, 224 prisonniers s'étaient évadés⁴², soit l'effectif de huit détachements de 28 partisans, si l'on s'en tenait aux effectifs, forcément surévalués établis à l'automne 1944⁴³, ce que tend à confirmer la réunion des chefs d'avril précédent autour de Taskin et Postnikov. Pourtant, la nature sécuritaire, consécutive aux attaques contre les voies ferrées⁴⁴, donna à Trojan le sentiment de se trouver « dans une position de prisonnier, surpris » par la tension générale, qui influa évidemment sur « [s]on entreprise »⁴⁵. Les polices françaises (Sûreté nationale, Renseignements généraux et gendarmerie) et allemande (*Geheime Feldpolizei*, *Feldgendarmerie*, *Sicherheitspolizei*) contrôlaient les mouvements, déjà limités par la désorganisation des chemins de fer. Le 20 avril 1944, certainement à Nancy, après s'être entretenu avec Brunetto, Trojan rencontra Dorn (Jean-Claude Fischman, Marius, papa). Il demanda certainement aux deux un moratoire sur les attentats dans les mines, puisque le

³⁴ RGASPI, F 553, op. 1, d. 2, Trojan 26 avril 1944.

³⁵ SHD, 16 P 482066 et Archivio centrale di Stato (ACS), Rome, Casellario politico centrale, busta 2724.

³⁶ RGASPI, F 545, op. 6, d. 526.

³⁷ Archives de la Préfecture de police de Paris, BA 284/3025.

³⁸ RGASPI, op. cit..

³⁹ Jean-Claude Magrinelli, *Ouvriers de Lorraine (1936-1946)*, 2, Nancy, Kairos, 2018, p. 247-258, 331-350, 378-392.

⁴⁰ *Ibid.*, 423-424

⁴¹ Archives départementales de la Meurthe-et-Moselle (ADMM), Nancy, 1739 W 41 et 42, copies dans WM 322 ; Nicolas Hobam, *Quatre années de luttes clandestines en Lorraine*, Nancy, Berger-Levrault, 1946, p. 221 ; Pierre de Préval, *Sabotages et guérillas (Meurthe-et-Moselle)*, Paris, Berger-Levrault, 1946, p. 119-143 ; Jean-Claude Magrinelli, op. cit..

⁴² ADMM, WM 142, Renseignements généraux, Briey, 1^{er} avril 1944.

⁴³ Archives du Musée de la Résistance nationale (AMRN), Champigny-sur-Marne, Fonds René Roussel, 8, Appels à départements, Détachements de Partisans Soviétiques de l'Est de la France, Détachements de partisans soviétiques à l'Est de la France (région C), s.d. [octobre 1944].

⁴⁴ Nicolas Hobam, op. cit., p. 225.

⁴⁵ RGASPI, F 553, op. 1, d. 2, Trojan 26 avril 1944.

suisant n'eût lieu que le 8 juin suivant. Il fut aussi décidé, eu égard à la situation policière, de repousser d'une semaine l'évasion programmée de huit Soviétiques pour le 1^{er} mai, certainement du camp de Baroncourt, avec lequel une liaison fut effectuée « de façon inattendue ». Une autre réunion fut programmée le 4 mai suivant, afin de nommer les liaisons avec les détachements de partisans.

Le 22 avril, Trojan rencontra dans les environs de Baroncourt le groupe d'un soldat biélorusse, Klim Nikolaevich Vasilikhin⁴⁶, prisonnier depuis l'été 1942, dont il désirait « connaître ce qui serait possible de faire ». Autrement dit, en s'entretenant avec un soldat fraîchement évadés et non encore envoyé vers un maquis, il voulut s'enquérir de l'état moral et sanitaire de ces évadés afin de les remettre à l'entraînement. Il entendit également « broser un tableau de ma vie dans les camps ». La garde s'était vue renforcée fin février ou début mars, c'est-à-dire au début de la campagne d'attentats. Sans surévaluer l'ampleur des évasions (Saint-Pierremont, qui reçut en dix-neuf mois de fonctionnement jusqu'à 350 prisonniers, ne connut que treize évasions, la plupart durant l'été 1943⁴⁷), entra également en compte la sympathie des mineurs professionnels, lorrains ou immigrés, qui laissaient à manger à ces pauvres hères au détour d'une galerie, sous un peu de poussière de minerai. D'ailleurs, « les Allemands tent[aient] de rompre le contact avec les Français »⁴⁸. Ces mesures firent craindre à Trojan que des fuites, venant des FTP — parce qu'assurant la liaison avec les camps depuis au moins octobre 1943 —, aussi bien que des saisies du *Русский напюом* [Patriote russe] par les *Werkschutzen* — des employés des mines, sous la surveillance d'un *Hilfspolizei* [policier auxiliaire] allemand armé. Trojan proposa d'utiliser un intermédiaire entre les agents de liaison et les représentants des prisonniers, les travailleurs civils polonais. Dorn (Jean-Claude Fischman, Marius, papa) avait promis de lui en mettre à disposition⁴⁹. Ainsi, une reconnaissance plus large et plus régulière des camps put devenir possible⁵⁰.

Le 25 avril, non sans avoir suggéré que Szinda lui adjoignit « une personne voyageant seule avec les papiers lui permettant de rester à l'hôtel et qui assurerait la continuité du séjour dans le secteur », Trojan rentra à Paris par le train de Nancy. Il n'y revint que le 5 mai, ratant un rendez-vous fixé pour la veille lors de son premier séjour avec les représentants de la MOI autour de Baroncourt. S'agissait-il de représentants des équipes dépêchées du Pas-de-Calais et de Toulouse, ces derniers pris dans les débris de la 35^e Brigade FTP-MOI, en Meuse, qui compta notamment Judith Haït-Hin (Catherine Varlin) et sa liaison, Hélène Schwartzberg (Lydie) ; la première, native à Odessa, parlait russe⁵¹ ? Ces nominations, décidées par la direction parisienne des FTP, furent destinées à renforcer l'organisation élaborée par Plinio, qui consistait à mettre à l'abri dans la Meuse boisée les évadés soviétiques de Meurthe-et-Moselle. Déjà, il avait installé ses « maquis » au sud de la Tranchée de Calonne, dans la forêt de la Mont, à l'ouest de Hattonchâtel, à Vaux-les-Palameix, à la ferme de Longeau à Hannonville, à Cambres- et Viéville-sous-les-Côtes⁵². Ainsi commença à apparaître le dispositif de campagne soviétique dans son intégralité. Au CCPGS, revenait le contact avec les prisonniers et l'organisation des évasions, tandis que les FTP et la MOI devaient organiser le séjour des évadés, leur remise en forme et leur conduite opérationnelle décentralisée. Il ne manquait plus que l'établissement d'un état-major régional, de la responsabilité de Taskin.

Se posait également la question de la Moselle, c'est-à-dire du territoire du Reich. Des prisonniers soviétiques y avaient été également affectés à l'automne 1942, avec cette particularité qu'au Ban Saint-Jean, à Dentig, dans d'anciens baraquements de la ligne Maginot, une annexe au *Stalag XIIIF/Z*, de Boulay, opérait le triage de la main-d'œuvre des mines de fer de Moselle, de Meurthe-et-Moselle, des mines de charbon de Moselle et de Sarre, et des usines sidérurgiques lorraines. Si bien qu'à l'été 1943, comme en Meurthe-et-Moselle, les premières évasions furent

⁴⁶ A. S. Прокопов, *Книга памяти Красноярского края* [Livre de mémoire du territoire de Krasnoyarsk], Krasnoyarsk, Krasnoyarsk Book Publishing House, 1994, p. 250.

⁴⁷ Pascal Brenneur, « Les prisonniers russes évadés dans le Pays-Haut et le Nord-Meusien pendant la Seconde guerre mondiale », *Le Pays-Haut*, Longwy, n° 1-2, 1988, p. 24-42.

⁴⁸ RGASPI, *op. cit.*, annexe 1.

⁴⁹ *Ibid.*, annexe 2.

⁵⁰ *Ibid.*, annexe 3.

⁵¹ Claude Collin, *L'été des partisans. Les FTP et l'organisation de la résistance en Meuse*, Nancy, Presses universitaires, 1992, p. 97 ; *Ibid.*, « Étrangers et nos frères pourtant » (Aragon, l'Affiche rouge) contribution à l'histoire des francs-tireurs et partisans de la main-d'œuvre immigrée », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 174, avril 1994, p. 169-170.

⁵² Nicolas Hobam, *op. cit.*, p. 225.

constatées. Parlant le Russe, Jean Burger (Mario)⁵³, chargé de l'organisation de la résistance communiste en Moselle depuis 1941, fut contacté par un de ses contacts dans l'est-mosellan qui avait recueilli des évadés soviétiques. Comprenant l'utilité des forêts, facile à ravitailler et loin des regards indiscrets, il fit cacher ces soldats dans la forêt d'Eincheville, mais son arrestation, qui annihila toute résistance communiste en Moselle, l'empêcha de transformer ces évadés en groupe de combat au service de la cause prolétarienne⁵⁴. Trojan ne fut pas autorisé à s'occuper du territoire du Reich, il semble que l'état-major central du mouvement partisan, à Moscou, s'occupa de dépêcher deux agents venant de Biélorussie, au cours de ce printemps 1944. Leur histoire est tellement abracadabrantesque que même la Gestapo de Metz ne manqua pas de s'en étonner. Leonard Nagorski et Zinaïda Kotowa avaient été formés par l'état-major central du mouvement partisan avant d'être envoyé dans l'*oblast* d'Orel, en Russie centrale, puis de s'infiltrer en Biélorussie en novembre 1943. Arrêtés par le *Sicherheitsdienst* de Minsk, le 26 mars 1944, ils réussirent à se jouer de l'obsession antijuive du service de sécurité du Reich pour se faire embarquer dans deux convois d'*Ostarbeiter* à destination de la Moselle annexée. Devenus des travailleurs civils, alors qu'ils auraient dû être éliminés pour espionnage, ils furent affectés à un chantier de l'Organisation Todt de Thionville, à quarante-cinq kilomètres de Baroncourt. Las, la pénétration du monde ouvrier des usines du bassin thionvillois s'avéra compliquée, tant en raison des *Werkschutzen*, les polices d'usines mises en place par les industriels, que des *Abwehrbeauftragten*, ces agents de contre-espionnage infiltrés par la Gestapo de Metz au sein des cadres des entreprises, particulièrement sidérurgiques⁵⁵. Aussi, le 26 juin, les deux officiers de renseignement soviétiques infiltrés en Moselle furent arrêtés. Mais quelle ne fut pas la surprise de la Gestapo de Metz, décontenancée par l'indolence du *Sicherheitsdienst* de Minsk, lorsqu'ils avouèrent leurs activités de renseignement présentes et passées. Logiquement, ils disparurent dans les arcanes du système de sécurité nazi⁵⁶.

À son retour en Meurthe-et-Moselle, le 6 mai 1944, Trojan entreprit de cartographier les camps situés dans les bassins miniers de Baroncourt, de Conflans et de Homécourt. En vingt-cinq jours, il en visita quatorze. Le 31 mai, il demanda que le CCPGS lui fit parvenir une paire de chaussures (taille 45) car « il fa[il]ait beaucoup marcher ». À chaque fois, il opéra de la même façon, selon un processus bien intégré par ce professionnel de l'action clandestine. Dans un premier temps, il envoya des agents de liaison auprès des « triangles » FTP des différents « quartiers » des cités ouvrières du Pays-Haut. Ces agents devaient désigner des « agents de renseignement » qui, eux, se rendirent au contact des prisonniers. À ce niveau, intervinrent les travailleurs civils polonais promis par Dorn. Ainsi, la sécurité du processus était assurée. Les agents de liaison ne se connaissaient pas entre eux, pas plus que les « agents de renseignement » ne connaissaient Trojan.

Ensuite put s'ouvrir la phase consistant à faire passer un appel destiné à deux publics différents. Le premier appel s'adressait aux « Russes, Ukrainiens, Tatares, Géorgiens ! » et était aussi court que direct. Les interpellant comme « Frères ! », il se construisait autour d'une expérience commune vécue par des prisonniers de guerre qui avaient réussi à s'évader pour guider ceux qui étaient encore enfermés :

« Nous nous trouvâmes, comme vous, dans les camps concentrationnaires. On nous affama, comme vous, tortura, enterra vivants. Nous connaissons se que vous sentez ».

Au-delà d'une simple fraternité, il était rappelé que rejoindre la résistance signifiait reprendre le combat :

« Apportez avec vous vos armes et équipement militaire. Mais au moment de la rencontre avec les maquis, n'ayez pas vos armes sur vous. Dès que vous vous trouvez sur le territoire des maquis, veuillez cacher vos armes et souvenez vous du lieu pour les récupérer plus tard ».

Le second *appel destiné aux soldats de la soi-disant armée de libération de la Russie (R.O.A.)* s'adressait aux Soviétiques servant dans la Wehrmacht (Vlassov) ainsi qu'aux « gardes blancs

⁵³ Pierre Schill, « Burger Jean, Marie, Charles ("Mario" dans la Résistance) », <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article18191>.

⁵⁴ Léon Burger, *Le groupe Mario, une page de la Résistance lorraine*, Metz, Hellenbrand, 1965, p. 74-75 ; Cédric Neveu, *La Gestapo en Moselle. Une police au cœur de la répression nazie*, Metz, Serpenoise, 2012, p. 192-195.

⁵⁵ Cédric Neveu, *op. cit.*, p. 88.

⁵⁶ BA, Berlin-Lichterfelde, R 70, Polizeidienststellen in Lothringen, 11, Schmidt au *Reichssicherheitshauptamt*, 18 juillet 1944 ; Cédric Neveu, *op. cit.*, p. 230-231.

russes », qui collaboraient avec les nazis. Pour cette raison, ce n'est pas par hasard si les membres du Comité Central de Prisonniers de Guerre soviétiques évoquent « les gardes blancs » dans leur appel. Il ne s'agissait plus de leur faire rejoindre la résistance, mais de convaincre de changer de camp des hommes espérant « une conquête de l'URSS par les Allemands et la restauration dans le pays du pouvoir des hobereaux et des capitalistes ». La menace était perceptible, en cas de refus, comme le rappel à la défaite inévitable de l'Allemagne, suite aux victoires inéluctables de l'Union soviétique : « Les victoires remportées par l'Armée Rouge sur les troupes fascistes allemandes ont radicalement transformé le cours de cette guerre et ont amené l'Allemagne fasciste au bord d'un effondrement qui, bientôt, se réalisera »⁵⁷.

Rédigé en mars 1944, ce tract répondait à une question évoquée par les membres du CCPGS, dont Trojan dès son premier séjour, au point qu'un secteur spécial fut créé et confié à Alexei Kotchetkov⁵⁸. Il ne s'agissait pas tant d'intégrer ces Russes au combat contre l'Allemagne, leur désir de regagner leur patrie étant aussi fort que celui qui animait Trojan. Mais il fallait se demander, « surtout en cas de soulèvement », s'il fallait amalgamer ces anciens ennemis dans les détachements d'anciens de l'Armée rouge. Ou fallait-il les laisser combattre de leur côté ? Trojan demanda un supplément d'information, tant auprès du CCPGS que des autres groupes du secteur. Implicitement, il chercha à savoir si des éléments de l'Armée Vlassov se trouvaient à Conflans-en-Jarnisy. Il entendait aussi que le CCPGS lui permit d'intégrer ces soldats russes « mécaniquement dans le processus de décentralisation ». Autrement dit de les reconnaître comme des « Frères »⁵⁹.

Après avoir reçu et discuté le tract, les prisonniers devaient mandater un messager auprès des « agents de renseignement ». Ces derniers leur faisaient passer d'autres documents, des notes exigeant d'eux des actes (renseignements, sabotages), de l'organisation (organiser un comité d'évasion) et des chiffres d'effectifs⁶⁰. Ils leur firent même passer des appareils photographiques pour confectionner des papiers d'identité... afin d'illustrer les biographies que ces candidats à l'évasion devaient remplir, comme pendant la guerre d'Espagne. Ce moment ouvrait la période la plus délicate. Les consignes seraient-elles bien passées ? À Landres et à Boulogny, « l'agent de liaison n'a rien fait », nota Trojan le 23 mai. En combien de temps les consignes seraient-elles remplies ? Les prisonniers s'y plieraient-ils ? On pouvait évidemment compter sur les membres du Parti communiste d'Union soviétique, sans pour autant être certain de leur poids. Les informations demandées rentraient-elles ? Elles étaient à la base de la planification opérationnelle qui rendrait ou non l'opération du CCPGS viable. Ainsi, « de tous les autres camps, des lettres, des messages, des rapports arrivent, mais la plupart des chiffres ne sont pas donnés et les commentaires personnels manquent. » Mais des messagers vinrent de Tucquegnieux, Anderny, après le 23 mai, et Homécourt, tandis que des comités s'organisèrent à Piennes et à Jœuf, puis à Joudreville, et que des noms proviennent d'autres camps. Les FTP lui signalèrent également des évasions qui se produisirent en dehors de toute supervision de Trojan, qu'il convenait d'intégrer aux effectifs⁶¹.

Le 31 mai, quatorze comités clandestins avaient été contactés et avaient commencé à transmettre des données. Trojan jugea utile de tracer un « tableau caractérisant [c]es camps ». De son point de vue, il ne s'agissait pas d'un document définitif, mais d'un outil de travail qui serait complété et modifié « en fonction du travail des camps ». Par sa conception, on perçoit bien le souci de planifier à la fois l'évasion que la mise en opération des évadés. La colonne « Partisans » était donc à comprendre comme faisant mention aux préparations aux missions de partisan, organisées par l'état-major central du mouvement partisan, en Union soviétique. Celle pointant les « détachements de 7 membres », ce qui représentait trente-cinq hommes à Baroncourt et quinze à Jarny, cherchait à quantifier les groupes de combat constitués et immédiatement opérationnels. Quant aux « conducteurs », cette indication montrait que les groupes de partisans étaient perçus comme de véritables unités combattantes de l'Armée rouge, capables de se mouvoir avec des moyens automobiles. Rien à voir avec les unités débandées de la résistance française... Toutefois, comme en Espagne, les traîtres étaient répertoriés, d'autant plus dans ce cas qu'ils pouvaient mettre en péril toute l'opération d'évasion par leurs mouchardages.

⁵⁷ AMRN, 85 AJ A/3/33, Tracts soviétiques.

⁵⁸ Alexis Kotchetkov, *Bonjour la France*, T&V Media, 2014, p. 18-19.

⁵⁹ RGASPI, F 553, op. 1, d. 2, Trojan 26 avril 1944, annexe 3.

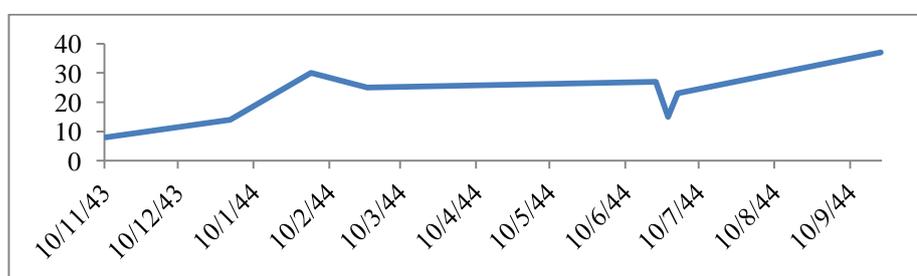
⁶⁰ Cf. Alexis Kotchetkov, *op. cit.*, p. 13-15.

⁶¹ RGASPI, *op. cit.*, Trojan 31 mai 1944 (rapport écrit en deux temps, le 23 mai et ensuite).

« Tableau caractérisant les camps »⁶²

	Camp n°	Identification supposée des camps	Nombre de détenus	Partisans	Célibataires	% patriotes	% affaiblis	Nombre de traitres	Nombre de gardes	Détach. 7 membres	Nb de conducteurs	Nb cartes perso.	
1	BJ	Joudreville	409	6	30	81	17	7	23		12	7	
2	Bn	Baroncourt	350	12	20		30	6	21	5	13	5	
3	Bm	Mairy-Mainville											En cours de liaison
4	Bl	Boulogny											Pas de réponse au 23 mai (reçue)
5	Tu	Tucquegnieux											
6	Ac	Anderny											
7	Mc	Jarny	290			67	30		13	3	40	3	
8	Mt	Moutiers										2	
9	HJ	Joef	266				35		16		15	5	
10	Ho	Homécourt										4	Ils se servent d'un messenger
11	Au	Auboué											
12	Vl	Valleroy											
13	Cg	Giraumont										8	
14	Hg	Hayange											

Les variations des personnels du détachement « Stalingrad » (décembre 1943-octobre 1944)⁶³



En transmettant son rapport à Szinda, Trojan demanda de nouvelles instructions, montrant que la première étape de la mission du CCPGS, celle de la reconnaissance des camps, était achevée. Le lancement de la seconde, celle de l'évasion des groupes de combat des quatorze camps, sinon des dix plus avancés, semblait encore temporisée par Szinda⁶⁴. Dans les trois premiers mois de 1944, seuls cinquante évasions furent répertoriées et Trojan n'en rapporta que dix-neuf en mai, soit 243 en tenant compte les maquisards soviétiques de l'année précédente⁶⁵. En outre, 156 autres rejoignirent par Fillières, dont les 61 d'Errouville⁶⁶. Ainsi, se trouvait rassemblé un effectif de 84 % des membres des différents détachements en octobre 1944. Toutefois, aucun détachement ne conserva un effectif constant, du moment de sa constitution jusqu'à sa liquidation par les autorités militaires françaises

⁶² *Ibid.*, Trojan 31 mai 1944. Seule l'identification est nôtre.

⁶³ Ленинградский районный историко-краеведческий музей [Musée d'histoire et de traditions du district de Leningrad, MBKU], Leningradskaïa, НВ/ЛМ 514/4, Ponomarev, rapports des 2 et 25 février, 26 juin et 22 septembre 1944.

⁶⁴ RGASPI, *op. cit.*, Trojan 6 juin 1944.

⁶⁵ *Ibid.*, Trojan 31 mai 1944 ; ADMM, WM 142, Renseignements généraux, Briey, 1^{er} avril 1944.

⁶⁶ Eugène Gaspard, *Les travaux du III^e Reich entre Alzette et Fentsch*, Thionville, Gérard Klopp, 1997, p. 27 ; Claude Collin, *op. cit.*, p. 180-185.

après la Libération, comme le souligne l'exemple documenté du détachement « Stalingrad » de Ponomarev (Georges).

Les différents détachements soviétiques de Meurthe-et-Moselle⁶⁷

Date présumée de création	Nom du détachement	Chef de détachement	Effectifs
24 novembre 1943	Stalingrad	Georges Ponomarev	37 partisans
	Tchapaïev	Vassili Touretskov	36 partisans
	<i>Kovpak</i>	Fedor Bogatchev	28 partisans
Janvier 1944	<i>Kotovski</i>	Ivan Tretiakov	25 partisans
	Kotovski	Veniamin Sitnikow	
2 février 1944	La Commune de Paris !	Valeri Slomatine	54 partisans
	Pour la Patrie	Nikolaï Zaïtzev	30 partisans
	Donbass	Pavel Chavchichvili	27 partisans
	La Liberté	Ivan Samarine	37 partisans
	Pour la Liberté !	Alexis Smolkine	18 hommes et 5 femmes
	Katerina	Vladimir Chabouine	19 Vlassoviens
22 juin 1944	Jelezniak	Andrei Tzibikov	30 partisans
10 juillet 1944 (?)	La Patrie	Rozalia Firdzon Semionova	37 femmes
	La Patrie	Ivan Maksimov	24 hommes
	Joukov	Alexis Sidorov	19 partisans
	<i>Poltava</i>	Aleksandr Filatov	20 partisans
5 août 1944	Sébastopol	Nikolaï Serebriakov	22 partisans
	Mort au Fascisme	Fiodor Likhovietz	6 hommes et 1 femme (?)

En outre, il est à noter que les camps dont s'occupa Trojan ne représentèrent ni l'essentiel des lieux de concentration de prisonniers soviétiques de Meurthe-et-Moselle, ni du Pays-Haut lorrain, à cheval avec l'ancien département de la Moselle. Le seul Pays-Haut ciblé fut celui des bassins les plus ruraux, ouvrant sur les forêts meusiennes, où se trouvaient encore des infrastructures de la Première guerre mondiale, notamment en matière d'hébergement de centaines de jeunes gens, en concurrence avec les Français désirant échapper au travail obligatoire et les Mosellans désirant éviter un service militaire, les deux en Allemagne. En outre, Baroncourt, Homécourt et Conflans-en-Jarnisy présentaient aussi l'avantage d'être interconnectés, sur un espace triangulaire de 230 km², au contraire de celui de Longwy, au nord, ou de la région nancéienne, au sud, plus éloignés et nécessitant de plus de forces pour le couvrir. Les mêmes arguments valurent pour les forces françaises engagées contre les FTP et leurs maquis, comme le souligna l'intendant de police de Meurthe-et-Moselle, Raymond Protche, en mai 1944. Il évoqua ainsi son manque de moyens

« pour effectuer des opérations dans les grandes étendues de forêt, sans risquer d'exposer [l]es fonctionnaires [de la 15^e brigade mobile régionale] au pire. Elle continuera sa prospection et à recueillir des renseignements dans le but de localiser les éléments communo-terroristes⁶⁸. »

Dans les deux cas, le renseignement valut pour l'espace lointain, les forêts meusiennes pour la police, la Moselle pour Trojan. En effet, plaidèrent pour son maintien hors de son périmètre opérationnel la présence d'une frontière politique, déjà fortement sous tension « migratoire », l'ancien département de la Moselle, présentement annexée au Reich, comme l'organisation des *Werkschutzen* de la sidérurgie, autrement organisées que les gardes mines du Pays-Haut, ainsi que les agents soviétiques Nagorski et Kotowa en firent cruellement l'expérience.

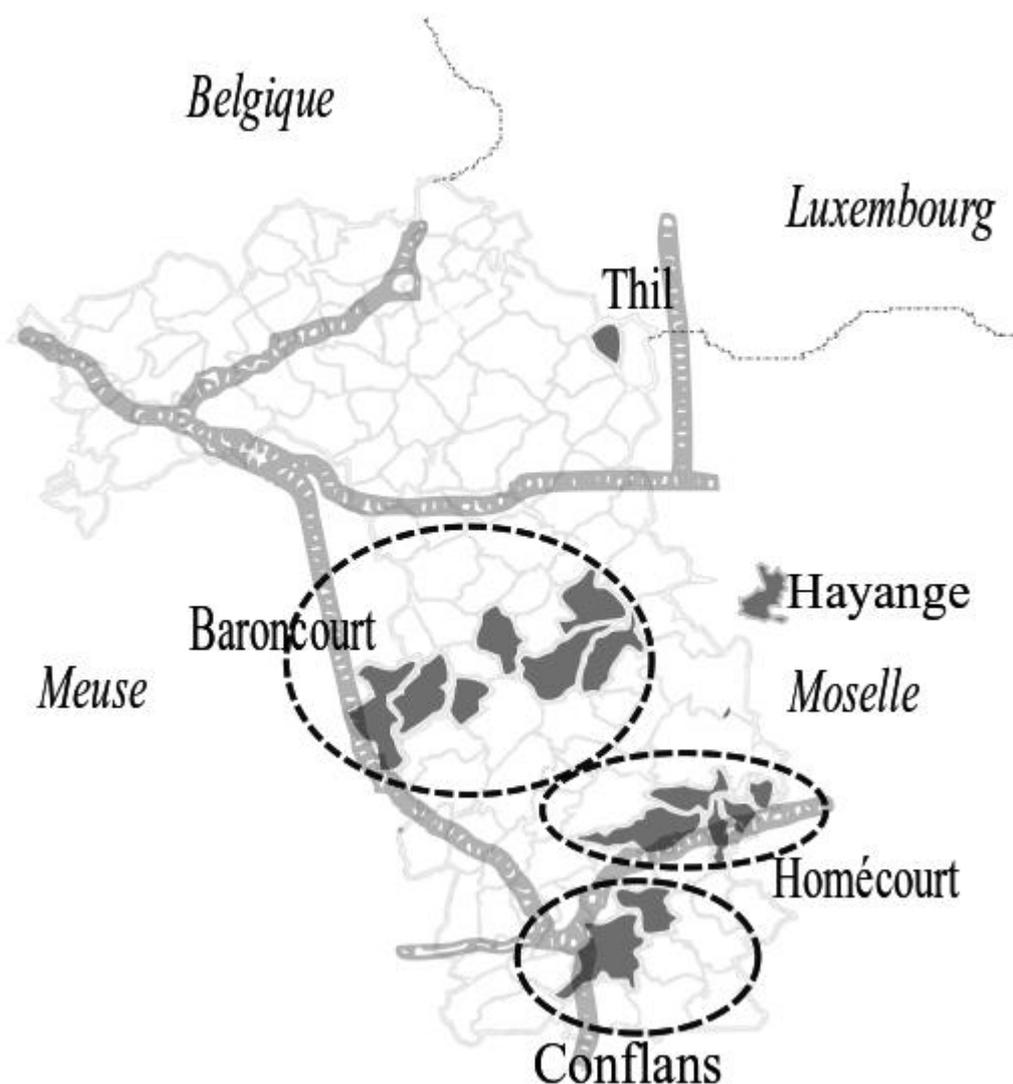
Il semble néanmoins que le bassin longovicien consista en une seconde étape, intermédiaire avant les évasions. Dans son rapport du 31 mai, Trojan demanda ainsi de « nouvelles instructions », démontrant qu'il avait rempli sa mission, et une rallonge financière. Ces deux requêtes constituaient autant d'indices qu'il s'attendait à une nouvelle charge. Et, logiquement, Trojan se mit au travail,

⁶⁷ MRN, Fonds René Roussel, 8, Appels à départements, Détachements de partisans soviétiques à l'Est de la France (région C) ; Gaston Laroche, *On les nommait des étrangers... Les immigrés dans la Résistance*, Paris, Éditeurs français réunis, 1965, p. 266-267. Les maquis ukrainiens sont signalés en italique, tandis que les participants à la réunion d'avril 1944 avec Taskin sont figurés en gras.

⁶⁸ ADMM, 102 W 40, Vinot, rapport mensuel, mai 1944.

chaussant ses nouveaux godillots pour s'enfoncer au cœur du Pays-Haut, d'abord à Errouville où se trouvait un camp du secteur fortifié de la Crusnes. Occupé pendant la « drôle de guerre » par le 139^e Régiment d'infanterie de forteresse, il servait depuis le printemps 1944 de séjour pour quelques mille *Ostarbeiter* et deux cents *Ostarbeiterinnen*⁶⁹. Début juin, un « agent de renseignement » de Trojan, « Ferdinand », s'entretint avec Anna T. Mikhailova⁷⁰. Plus tard dans le mois, « Ferdinand », qui pourrait bien être Albert Balducci⁷¹, un jeune militant communiste d'Hussigny devenu clandestin depuis son élargissement de la prison de Briey en juillet 1941⁷². Il fit entrer un appareil photographique dans le camp des *Ostarbeiterinnen*, pour compléter leurs « biographies ». Leur évasion, à partir d'Errouville vers la forêt des Rimonts, intervint plus tard, le 10 juillet 1944, après qu'un comité clandestin du camp et des biographies fussent établis.

Les zones d'opérations de Trojan
(© Gérald Arboit, 2019)



⁶⁹ International Center on Nazi Persecution Archives (IC), Arolsen, 1.1.0.7, Various camps and prisons in France, « Betr. Lager Errouville/Frankr. », 27 octobre 1950.

⁷⁰ AMRN, Fonds René Roussel, 8, Attestations Soviétiques dans la Résistance française, Rodina, Taskin, attestation, Anna Mikhailova, 12 octobre 1944.

⁷¹ Michel Dreyfus, « Balducci Albert », <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article15533>.

⁷² ADMM, 1447 W, arrêté préfectoral d'internement du 25 juin 1941.

L'entrée de Trojan dans la profondeur du Pays-Haut meurthe-et-mosellan impliqua le recours à des intermédiaires probablement non-communistes, les passeurs. Contrairement à la première partie de l'opération du CCPGS, les évadés ne purent être pris en charge uniquement par les membres des « triangles » FTP mobilisés pour l'occasion. Ils devaient d'abord être guidés jusqu'aux « triangles » à travers les champs ou en camion jusqu'aux « maquis de la Meuse ». Autant les « agents de renseignement » furent au contact des prisonniers, autant les passeurs ne furent que des prestataires de service. Ainsi, André Battin, un garde forestier de Fillières, se rappelait avoir traité quelque 156 évadés et effectué des « marches de nuit » pour ravitailler les maquisards⁷³. D'autres passeurs opérèrent pareillement à Jarny, à Bouligny⁷⁴... Comme leur service ne fut pas uniquement dédié aux Soviétiques évadés, mais était ouvert à tous ceux qui souhaitaient quitter le Reich pour la France, avant de poursuivre sur l'Espagne et le Portugal, Trojan se trouva face à un sérieux problème de sécurité : contrairement aux « triangles », les groupes dont ces passeurs prenaient la charge pouvaient être infiltrés.

Cette question de la sécurité de l'opération fut en enjeu constant aussi bien pour les résistants, FTP et au-delà, communistes ou non, que pour les membres de cette mission soviétique. La raison pour laquelle des anciens de la guerre d'Espagne furent utilisés à chaque étape, au sein du CCPGS comme des FTP, tint justement à ce souci d'éviter fuites et morts inutiles. Encore une fois, il faut bien avoir à l'esprit que le CCPGS ne devait pas permettre un soulèvement prolétarien, comme le souhaitaient encore le PCF et ses organes, mais uniquement organiser l'évasion de certains prisonniers soviétiques aux mains des Allemands. Leurs fuites allaient occuper les forces de police françaises et allemandes, tandis que les détachements de partisans autonomes qu'ils formaient attireraient leurs poursuivants dans des courses sans fin. Après l'affaire de Piennes, le 22 mars 1944, la police française abandonna ses recherches deux jours plus tard⁷⁵. D'autres, parmi les plus « affaiblis », dont le pourcentage fut plus proche des 32 % de moyenne que des 17 %, comme à Joudreville, durent user des techniques de sabotages au sein des mines où ils furent employés. Parmi les documents que Trojan fit remettre aux messagers des camps par les « agents de renseignement » se trouvèrent des directives sur l'emploi de ceux que ne s'évadaient pas. D'abord, ces prisonniers devaient s'abstenir de paraître dans des endroits où des tâches susceptibles de sabotage (salles de pompage, ateliers, « sainte barbe » où étaient entreposés les explosifs) pouvaient révéler leur responsabilité⁷⁶. Ensuite, le *Рыцкый напуюм* [Patriote russe] du janvier 1944, dont Trojan reçut six exemplaires le 24 mai, « quelques minutes avant de quitter Nancy » pour regagner sa zone d'opération dans le triangle Baroncourt, Homécourt et Conflans-en-Jarnisy⁷⁷, contenait le récit d'un prisonnier soviétique employé dans le Pas-de-Calais :

« Hitler ne recevra pas des centaines de wagonnets. (...) Le sabotage dans notre mine se développe malgré les répressions. (...) Désormais presque tout le monde tâche de ralentir la production générale de charbon. Ils jettent parmi les pierres des pelles et des piques. Cela prend longtemps pour les retrouver. Ou encore quelqu'un qui travaille sur le wagonnet, lance le wagonnet à grande vitesse n'importe où au tournant et la fait dérailler⁷⁸. »

Ces actions ne furent jamais le fruit du hasard, mais furent coordonnés localement par les comités clandestins implantés au sein de chacun des quatorze camps du secteur opérationnel dévolu à Trojan. Il est à noter que, dans la nuit du 21 au 22 mars 1944, l'attaque des deux puits de la mine de Piennes, à Joudreville, par « 5 à 5 équipes de 4 » hommes des groupes FTP « Gabriel Péri » et « Stalingrad », qui jetèrent « trois wagonnets vides à minerai, dans le puits n° 1 et deux dans le puits n° 2 »⁷⁹ s'inspirait largement de l'exemple relaté dans le *Рыцкый напуюм*.

Cette question du sabotage de la production minière, pour les prisonniers qui restèrent dans les camps, et des chemins de fer (voies et locomotives) pour ceux qui s'en échappèrent⁸⁰ était essentielle

⁷³ Eugène Gaspard, *op. cit.*.

⁷⁴ Nicolas Hoban, *op. cit.*, p. 225.

⁷⁵ ADMM, 1739 W 38, Siméon Trouette, 3 messages téléphoniques, 23 et 24 mars 1944.

⁷⁶ Association pour la Conservation de la Mémoire de la Moselle en 1939/45, Hagondange, 16-Eco, « *Richtlinien für die Beschäftigung des sowjetischen Kriegsgefangenen im Steinkohlenbergbau Lothringens* [Directives pour l'emploi du prisonnier de guerre soviétique dans l'industrie houillère de Lorraine], Saarbrücken, den 21 August [1944] ».

⁷⁷ RGASPI, F 553, op. 1, d. 2, Trojan 31 mai 1944.

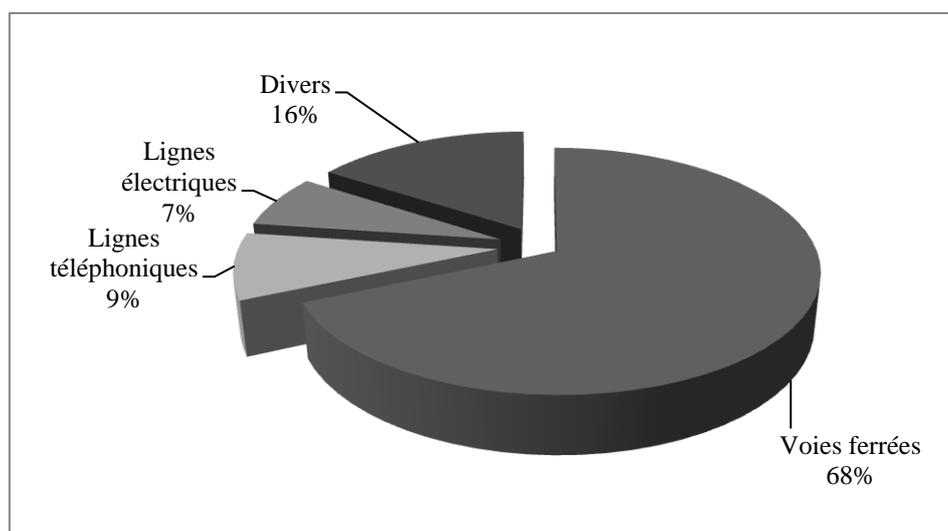
⁷⁸ *Рыцкый напуюм* [Patriote russe], janvier 1944, p. 4.

⁷⁹ ADMM, WM 322, Renseignements généraux, Briey, 24 mars 1944.

⁸⁰ MBKU, *op. cit.*, Ponomarev, rapport d'activité du 10 novembre 1943 au 22 septembre 1944. Copie dans Gaston Laroche, *op. cit.*, p. 267-269.

pour comprendre la mission militaire du CCPGS. Il ne s'agissait pas d'un soulèvement général, contrairement à ce que croyaient certains communistes, mais de reproduire en France les mêmes gestes que les partisans sur les arrières immédiats des troupes allemandes sur le front Est. La force des prisonniers évadés résida dans cette capacité à interrompre toute circulation ferroviaire, sans porter atteinte aux ouvrages d'art, plus que dans les communications électriques et téléphoniques, sans détruire de pylônes portant les différentes lignes, mais en les coupant. Au fond, cette mission ne fut pas différente de celle assignée aux maquis FTP. Leur harcèlement consistait à recommencer dès que les différentes lignes fussent réparées, et aucunement à faire le coup de feu. Cela se retrouva évidemment dans les actions imputées à la résistance dans le Pays-Haut, surtout à partir de juillet. Elles représentaient 55,34 % de celles réalisées en Meurthe-et-Moselle. Dans les divers se retrouvaient aussi bien l'affaire de Piennes que les distributions de tracts dans les cités minières, qui ne purent être réalisées par les prisonniers soviétiques en fuite...

Les formes d'action des soldats soviétiques dans le Pays-Haut⁸¹



La particularité des actions opérées par les maquis soviétiques rendait plus ironique l'appel à s'évader avec « armes et équipement militaire » que le CCPGS transmettait aux « Frères ! » « Russes, Ukrainiens, Tatares, Géorgiens ! ». Que pouvaient-ils apporter avec eux comme armes ? Rien que des couteaux, des haches et des marteaux, comme le lista le commandant du détachement « Stalingrad », Georgy Polikarpovich Ponomarev (Georges)⁸². Trojan ne dit pas autre chose en juin 1944, lorsqu'il donna son avis sur la directive du CCPGS, reçue fin mai⁸³, visant à « l'organisation de l'état de siège, c'est-à-dire du transfert de tous les prisonniers à la lutte active ». Il estimait que huit des quatorze camps disposaient de détachements « parfaitement prêts à l'action et deux fonctionnaient », dont « Stalingrad », ce qui rendait « la directive tout à fait réalisable, mais il n'y [avait] pas d'armes ». Ce problème était crucial et préoccupait jusqu'aux évadés, provoquant des conflits avec la population civile. Ainsi, à Troyon, dans le canton de Saint-Mihiel, six Soviétiques commandés par une femme, appartenant certainement au détachement « Pour la Liberté ! » réclamèrent à des fermiers de la nourriture et des armes, d'une façon alliant violence et menace⁸⁴. Il y avait donc urgence que Trojan trouve une solution. Aussi proposa-t-il que des armes fussent prélevées dans d'autres régions, où les FTP purent avoir accès, moins à des parachutages britanniques qu'à des prélèvements dans les dépôts du Camouflage du matériel de l'armée, notamment dans l'Ouest de la France, possible suite à l'accord d'octobre 1943 des FTP avec la résistance non-gaulliste⁸⁵. Il avait d'ailleurs commencé à prendre des

⁸¹

⁸² MBKU, *op. cit.*.

⁸³ RGASPI, F 553, op. 1, d. 2, Trojan 31 mai 1944.

⁸⁴ René Boulanger, *La vie et les combats de la Résistance en Lorraine : les hommes de Liberté*, Verdun, Impr. Lefèvre, 1985, p. 126.

⁸⁵ Cf. Philibert de Loisy, *La première Résistance : le camouflage des armes. Les secrets du réseau CDM, 1940-1944*, Seichamps, Esprit du livre, 2010.

contacts, certainement avec le capitaine Jean Cosson, représentant du colonel Pierre de Préval, et avec lequel les FTP partageaient des forêts abritant leurs maquis respectifs. Mais les « perspectives [étaient] peu encourageantes ». D'autant que Trojan entendit armer quelques trois mille hommes⁸⁶. Autrement dit, il laissait entendre que les comités clandestins des quatorze camps, quinze avec Errouville, contrôlaient à ce point leur environnement qu'ils pussent facilement se débarrasser de leurs *Werkschutzen*. Une telle affirmation semblait néanmoins loin de toute réalité. Si la situation correspondait peut-être à Baroncourt, où le directeur français de la mine, Léon Henri Jacquot, appartenait à la résistance, il semble que Trojan se laissa aller à de la forfanterie dans un rapport qu'il savait communiqué au CCPGS par Szinda.

Face à une guérilla interne

Ce besoin d'impressionner ses collègues « parisiens » ressortait bien de certains des six rapports écrits par Trojan. S'il se sentait compétent pour mener la mission que son camarade d'Espagne lui avait confiée, il semblait se placer en position d'infériorité par rapport aux officiers soviétiques qui composaient le CCPGS. Lors de son premier retour du Pays-Haut, fin avril, ne se demandait-il pas : « Qu'aurait fait le camarade Pavel ? »⁸⁷ Derrière ce prénom se trouvait le commissaire politique Mark Jakovlevic Slobodinski, véritable initiateur du mouvement de résistance dans les camps de prisonniers de guerre du nord de la France. Peut-être Trojan rechercha-t-il une reconnaissance de ce personnage, comme il nouât, en Espagne, une relation avec le responsable de la commission des cadres, Gustav Szinda ? Il était évident qu'il idéalisait Slobodinski, comme en témoignait la réponse à sa question, qu'il formalisa pour les yeux de Szinda : « Il me semble qu'il était calme ». Ne négligeons pas le fait que Trojan découvrait une nouvelle activité, loin de son expérience militaire de la guerre d'Espagne tout comme de la clandestinité dans laquelle il vécut quand il occupât un emploi agricole.

Mais Trojan n'avait nullement renoncé à son objectif de retourner en Russie, une fois le conflit achevé. D'autant que cette fois, il pouvait espérer un brevet de Soviétique que ne devait pas manquer de lui adresser Slobodinski. Mais, alors que Szinda eut face à lui un camarade de combat, technicien militaire autant qu'animateur cheillé dans l'idéologie, Pavel ne sembla voir en Trojan qu'un « garde blanc », donc un ennemi de classe. Cela se ressentit inévitablement dans les entretiens que les deux hommes eurent le 26 avril et le 2 mai, à Paris⁸⁸. L'appartenance de Slobodinski au NKVD, en plus de la brigade aéroportée de la 6^e armée du district militaire de Kiev, l'amena à viser, derrière le responsable des opérations au Pays-Haut minier, son ami le capitaine Vassily Taskin, lui aussi appartenant au NKVD, mais dans le corps des gardes-frontières. L'enjeu de cette concurrence tint à l'ambition du commissaire politique de prendre la tête du quartier-général militaire, institué à Paris par Taskin le 3 avril, bien que pour la seule Meurthe-et-Moselle. Vladimir Postnikov était son adjoint aux affaires politiques, tandis que Boris Laykevich, fut chargé des opérations des détachements stationnés aux environs de Bar-le-Duc et de Verdun⁸⁹. Le pressé Slobodinski, de cinq ans le cadet de Taskin, entendit discréditer ce dernier pour prendre en mai ce quartier-général et l'élargir à tout le CCPGS. S'imposant aux autres officiers soviétiques par sa qualité de commissaire politique, ce petit lieutenant voulait placer la hiérarchie militaire sous le contrôle étroit et permanent de l'autorité politique qu'il représentait en France. Ce point de vue ne fut naturellement pas partagé par les membres dirigeants du CCPGS et, tout secrétaire du comité central qu'il fut, Slobodinski dut patienter jusqu'au 25 juin pour créer son propre état-major, et pour le Pas-de-Calais uniquement. Mais il s'y comporta comme prenant des décisions pour l'ensemble des détachements dépendant du CCPGS, cherchant à « organiser les points de passage sur le chemin du transfert des partisans soviétiques dans l'Est de la France », tout en « identifi[ant] toutes les parties de la ROA [Armée de libération russe, ou Vlassov] dans le nord-ouest de la France »⁹⁰. Toutefois, il est à noter que ses mesures pour le Pas-de-Calais ne consistèrent qu'en

⁸⁶ *Ibid.*, juin 1944.

⁸⁷ *Ibid.*, Trojan 28 avril 1944.

⁸⁸ *Ibid.*.

⁸⁹ Boris V. Laykevich, *op. cit.*.

⁹⁰ RGASPI, F 553, op. 1, d. 2, Slobodinski, décret et ordonnance, 25 juin et 1^{er} juillet 1944 ; Gaston Laroche, *op. cit.*, p. 266.

une simple adaptation aux groupes d'un Nord de la France compris comme une zone allant des Ardennes à la Bretagne, des procédures mise en œuvre pas Trojan pour le seul Pays-Haut minier.

Cette velléité de contrôle apparut clairement dans un aparté que Slobodinski eut avec Trojan le 2 mai. Pour l'occasion, il s'était fait accompagner d'un ancien interbrigadiste, Nikolai Ivanovic Smariczevski (Smarcheski, Nik). Mais celui-ci était un illégal du NKVD, ancien « combattant » des révolutions allemande (1921) et brésilienne (1929-1937)⁹¹. Autrement dit, il s'agissait moins d'un compagnon de lutte de Trojan que d'un camarade de Slobodinski. Sa présence à l'entretien avec Trojan s'expliqua aussi par la compétence clandestine que Smariczevski avait développée « depuis longtemps » de « transfert de partisans ». En raison de la situation interne à la Meurthe-et-Moselle, et n'ayant pas à se préoccuper de la Moselle, tandis que les passages en Meuse fonctionnaient déjà, Trojan « ne s'y [était] pas préparé récemment »⁹². Mais ce dernier comprit rapidement que les deux Soviétiques qui lui faisaient face fussent de connivence. N'essayèrent-ils pas de lui imposer trois camarades qu'il emmènerait avec lui à Nancy, en lieu et place de l'équipe de Taskin ? Trojan ne se montra pas dupe. Il demanda à réfléchir jusqu'au lendemain et s'empressa de faire part de sa décision, dans la matinée du 3 mai, directement à Szinda, dans un rapport qu'il fit porter par un agent d'Ivan Skrypai, ce capitaine de l'Armée rouge qu'il avait ramené de Côte d'Or neuf mois plus tôt. Non seulement il refusa la proposition de Pavel et Nik, mais il l'illustra de quatre raisons spécifiques à la situation dans le Pays-Haut minier. Il insista sur les dégâts consécutifs au décès, le 22 février précédent, au moment de son arrestation, de Pierre Buffard (Gérard)⁹³, qui se chargeait depuis décembre 1943 de l'intendance du détachement « Stalingrad ». La situation était-elle rétablie ? se demanda Trojan dans son rapport à Szinda. La question était d'importance parce qu'elle remettait en question toutes les adresses de résidences conspiratives, usitées du temps de Buffard comme signalées depuis. Le seul moyen d'y accéder serait d'utiliser des complicités que le Parti communiste avait dans les forces de police, mais les conditions de sécurité propre à l'opération du CCPGS « interdi[saient] de mettre en contact directement les partisans avec des fonctionnaires locaux ».

Face à l'offensive de Pavel et Nick, Trojan jugea prudent de s'assurer du soutien de Skrypai, et de solliciter un rendez-vous de la part de Szinda. À défaut, il voulait bien rencontrer les deux autres membres du « triangle » dirigeant le CCPGS, le colonel FTP Boris Matline (Gaston Laroche), coordinateur de la lutte, et Georges Chibanov, responsable des cadres. Le rendez-vous fut fixé au square de la Place des commerces, dans le 15^e arrondissement. Le métro qui y menait disposait de deux sorties, ce qui était autant de moyens de fuir une surveillance tant policière française qu'allemande. Trojan tint absolument à rencontrer les instances directrices du CCPGS, « car pour un travail responsable, il faut de la clarté »⁹⁴. Son interlocuteur du 4 mai, qui reste inconnu faute de sources, sembla abonder dans le sens du responsable des opérations en Meurthe-et-Moselle. Le capitaine Vasily Taksin fut autorisé à se rendre, avec son état-major, à Nancy, afin d'y fixer son quartier-général⁹⁵.

L'importance de la guérilla de Slobodinski parut suffisante à Trojan pour qu'il repoussât une rencontre avec des partisans à Nancy, prévue lors de son entrevue avec Elias Dorn (Jean-Claude Fischman, Marius, papa), le 20 avril précédent⁹⁶ ; inconsciemment, il généra à cette occasion un conflit avec ce dernier. En effet, occupé à monter des maquis en Haute-Saône, Dorn était venu spécialement à Nancy pour voir Trojan le 4 mai. Ce ne fut qu'à son retour à Vesoul qu'il apprit que le Russe n'avait pas été arrêté, mais seulement empêché par une réunion interne au CCPGS. Bien décidé à lui faire supporter son courroux pour cet inutile déplacement, Dorn chercha la première raison de s'opposer à Trojan. Celle-ci fut la venue de Taskin à Nancy. Dans un écho à la querelle avec Slobodinski et Smariczevski, Dorn s'opposa à organiser le logement de cet envoyé de Paris lors d'une réunion, le 23 mai, avec Albert Jaouen (Laurent), nouveau chef du comité militaire de l'Inter-région 21. Pas au courant des détails de la brouille soudaine entre les deux hommes, et ne connaissant visiblement pas Taskin, le responsable régional donna « l'ordre catégorique afin que le camarade Vasily [...] à partir du 1^{er} juin [fût] transféré à des partisans ou renvoyé au centre », c'est-à-dire à

⁹¹ *Ibid.*, F 545, op. 6, d. 1554.

⁹² *Ibid.*, F 553, op. 1, d. 2, Trojan 3 mai 1944.

⁹³ ADMM, WM 559, Chaffenet, 1^{er} et 13 mars 1944.

⁹⁴ RGASPI, F 553, op. 1, d. 2, Trojan 3 mai 1944.

⁹⁵ *Ibid.*, Trojan 31 mai 1944.

⁹⁶ *Ibid.*, F 553, op. 1, d. 2, Trojan 26 avril 1944.

Paris. Une seconde réunion eut lieu le 24 mai. Trojan craignit que Dorn s'opposât à nouveau à l'installation de Taskin à Nancy. « La situation deviend[rait] encore plus compliquée et devr[ait] être soumise au camarade Responsable Régional », nota-t-il à l'attention de Szinda. La situation fut telle que Trojan se résolut à proposer de renvoyer son collègue à Paris. L'issue de cette rencontre reste inconnue, faute de sources, mais on peut aisément la deviner puisque Taskin reçut finalement un hébergement pérenne à Nancy. Et Jaouen (Laurent) put faire montre de son humour, lançant à Trojan qui le coucha dans son rapport du 31 mai, qu'il « demand[ait] à être identifié comme un partisan, puisqu'il ne [pouvait] pas donner d'appartement permanent »⁹⁷. Autrement dit, il devrait aussi se réfugier dans une forêt pour s'abriter !

Dorn (Jean-Claude Fischman, Marius, papa) n'affecta pas une humeur aussi légère après cette rencontre avec Trojan. Au contraire, il décida de prendre le contrôle du détachement « Stalingrad » et de le porter jusqu'en Haute-Saône, où il se trouvait. Le groupe FTP se retirait vers le sud depuis son coup d'éclat de Piennes, le 22 mars 1944. Début juin, il se trouvait déjà à Bourbonne-les-Bains où il stationna jusqu'au 15 août, à quelque soixante kilomètres de Vesoul. Ce détournement de commandement opérationnel, qui ne changea rien aux actions des hommes commandés par Georgy Polikarpovich Ponomarev (Georges), força les FTP de l'Inter-région 25 (Meuse) à créer à la même époque un nouveau détachement, du même nom, confié à un résistant d'Auxi-le-Château, Gaston Lesage (Bob), qui avait rejoint la Meuse depuis le Pas-de-Calais courant avril. Alors que le « Stalingrad » de Ponomarev avait eu ses quartiers dans la forêt de Loison, Lesage (Bob) installa le sien dans celle de Ranzières, à cinquante kilomètres au sud ; ce « Stalingrad » n'évolua que de vingt kilomètres vers le sud, dans la forêt de Keurs après le 2 août⁹⁸. Cette évolution ne fut pas une surprise. Elle était même la norme. En effet, dès qu'un détachement atteignait un nombre critique de partisans, notamment au niveau logistique, il se scindait souvent en deux. Ponomarev le fit fin juin, et Lesage début août, créant certainement « La Force de Staline », fort de douze partisans⁹⁹.

Plinio connut la même chose, en juin, avec un groupe de Polonais qui le quitta pour un maquis dépendant également de FTP de l'Inter-région 25 (Meuse) ; il semble que le caractère pour le moins heurté de l'ancien capitaine du *Servicio de información militar* fut à l'origine de ce départ¹⁰⁰, même si l'on peut y voir également une volonté de soviétiser les détachements russes. Les bonnes relations, bien qu'aléatoires, qu'entretint néanmoins Plinio avec Victor Bardach (Jan Gerhardt, Gérard), un Polonais venu de Toulouse pour diriger la MOI en Meuse, permit de conserver une unité opérationnelle, ainsi que le souligna l'opération d'évasion des *Ostarbeiter* d'Errouville, qui intervint soit aux alentours du 14 juillet. En effet, elle ne fut pas cette fois menée par les FTP de Brunetto, mais par un groupe de FTP-MOI venant de l'Inter-région 25¹⁰¹, le détachement « Pour Leningrad ! »¹⁰² composé de vingt partisans, commandé par Jean Martin, un membre du groupe FTP d'Yvon Beausire (Yves Leclair), et Aleksandr Dimitrievich Chuev, un prisonnier évadé de Boulogny le 1^{er} avril¹⁰³. Il est important de noter que toutes ces séparations, pour des raisons de concurrence comme d'humeur, n'empêchèrent pas les détachements « dissidents », qu'ils suivirent Dorn ou passèrent sous l'autorité de Bardach (Jan Gerhardt, Gérard), de continuer à informer Trojan et Taskin.

La situation fut néanmoins différente pour Dorn (Jean-Claude Fischman, Marius, papa). Passé de l'état-major des FTP de Meurthe-et-Moselle à celui de l'Inter-Région 21 en janvier 1944¹⁰⁴, sa capacité de nuisance fut sans commune mesure. Quand Trojan pensait avoir trouvé une solution, en recourant à l'autorité de Szinda, qui intervint certainement auprès de Ljubomir Ilić, chef national des MOI, membre de l'état-major national des FTP, commandant interbrigadiste de partisans et agent de

⁹⁷ *Ibid.*, Trojan 31 mai 1944.

⁹⁸ Claude Collin, *op. cit.*, p. 134 ; Pierre Mangin, *De la Meuse à la Moselle avec l'armée de Patton (septembre-octobre 1944)*, Briey, Impr. typo. Lorr., 1997, p. 367.

⁹⁹ AMRN, Fonds René Roussel, 8, Appels à départements, Détachements de partisans soviétiques à l'Est de la France (région C).

¹⁰⁰ Claude Collin, *op. cit.*, p. 131-132.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 180-185.

¹⁰² AMRN, *op. cit.*.

¹⁰³ AMRN, Fonds René Roussel, 8, Appels à départements, Détachements de Partisans Soviétiques de l'Est de la France, Taskin, attestation, 12 octobre 1944.

¹⁰⁴ 16 P 190041, attestation François Vigne, 23 septembre 1949.

l'Internationale communiste¹⁰⁵, Dorn faisait en sorte de trouver un autre moyen d'entraver son action. Ainsi, après avoir échoué à empêcher la venue de Taskin à Nancy, il reçut Smariczevski (Smarcheski, Nik à Vesoul. Cette rencontre dut avoir lieu après le passage de Trojan au quartier-général de Dorn, dans les premiers jours de juin. Le 6 juin, Trojan adressa à Szinda un rapport « sur le chemin de Vessoul »¹⁰⁶. Persuadé « d'autant plus qu'il [était] nécessaire de rétablir la communication »¹⁰⁷, il s'était décidé à rencontrer Dorn à propos de deux questions pendantes, celle d'un « camp solitaire dans l'arrondissement de Vesoul » non identifié et celle d'un « groupe Vlasov », qui devait être celui de l'école des interprètes de la ville de Saint-Mihiel, fort de dix-neuf personnes et forma le détachement « Katerina »¹⁰⁸. De retour à Nancy, il eut l'amère surprise de voir apparaître Smariczevski (Smarcheski, « Nik ») pour une liaison. Celui-ci déclara à Trojan et Taskin que « toutes sortes d'actions [étaient] décidées et accomplies par les sportifs [nom de code des prisonniers évadés] sans [eux] deux et à [leur] insu »¹⁰⁹.

À la suite de cette « grave erreur » de son interlocuteur, Trojan décida de s'ouvrir de la situation à Szinda. Il lui révéla, certainement pour la première fois, en tout cas à l'écrit, que derrière cette cabale se cachait Dorn (Jean-Claude Fischman, Marius, papa) :

« Le camarade Marius (papa) a toujours essayé de bloquer et de déconnecter le fil de la coopération des athlètes avec nous, mais ensuite il a compris et a accepté de coopérer. (...) C'est maintenant un obstacle majeur, contrairement à la dernière directive sur la coopération avec "nos faucons" pour la libération des camps, car papa "ferme la porte" pour que vous puissiez voir la présence de forces et de capacités. Il lui semble même que Vasily et moi devrions lui faire rapport et ne plus savoir ce qui se passe. »

La gravité des propos de Trojan sur la situation interne au CCPGS permettait d'éclairer différemment sa note à l'attention de Szinda, dans son avant-dernier rapport, où il précisa : « Je suis pressé de contacter les représentants français et MOI »¹¹⁰. Le premier était évidemment Jaouen (Laurent), un interbrigadiste breton fraîchement arrivé du Finistère et de l'Inter-région 24 (Charente, Charente-Maritime, Gironde, Landes, Pyrénées-Atlantiques), où il organisa les FTP¹¹¹. Les deux hommes s'étaient rencontrés plusieurs fois en mai, notamment lorsqu'il s'agit de trouver des appartements conspiratifs pour l'équipe de Trojan. Le second fut Petr Mihăileanu (Marcel), commissaire pour les opérations du comité militaire Inter-région des FTP-MOI dans l'Est. De son vrai nom Leon Herşcovici, ce Roumain était un agent de l'Internationale communiste, qui opéra en Espagne pendant la guerre avant de chercher un havre en France et connut les camps d'Argelès, de Gurs et du Vernet, puis la prison de Castres, dont il s'évada en septembre 1943. Il plongea ensuite dans la clandestinité. Ljubomir Ilić lui fit prendre le commandement des détachements FTP-MOI de Marseille, puis Toulon, en janvier 1944, enfin de Nancy¹¹². Là encore, après Brunetto, Szinda avait réussi à placer un homme directement sous le contrôle de Moscou pour encadrer l'opération. Toutefois, subordonné à Dorn (Jean-Claude Fischman, Marius, papa) au titre des MOI, que ce dernier continua de superviser, la marche de manœuvre de Mihăileanu fut d'autant plus limitée qu'il ne connaissait rien à l'environnement régional. Une initiative de Trojan sur le partage des informations souligna toutefois la confiance entre les deux hommes. Dès son premier séjour en Meurthe-et-Moselle, Trojan avait pris comme initiative de traduire « aux camarades de lutte locaux » ses directives et rapports circulant en russe¹¹³. Pourtant, un mois plus tard, il ne transmit pas « le plan de la directive des autorités partisans françaises du secteur de l'Est par écrit, mais oralement, par l'intermédiaire du représentant de MOI

¹⁰⁵ RGASPI, F 545, op. 6, del. 1526 et F 495, op. 270, del. 630, Petr Vlasov et Edo [d'Onofrio], 16 janvier et 15 avril 1941 ; Claude Pannetier, « Ilich Hiubr ou Ljubomir. Nom orthographié aussi Ilitch, Ilitsch, Illitch et Iljitsch. Pseudonyme : Berthelet au PCF et Gromov au PCY, Louis Conti à Lyon », <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article89903>.

¹⁰⁶ *Ibid.*, F 553, op. 1, d. 2, Trojan 6 juin 1944.

¹⁰⁷ *Ibid.*, Trojan 31 mai 1944.

¹⁰⁸ AMRN, Fonds René Roussel, 8, Appels à départements, Détachements de partisans soviétiques à l'Est de la France (région C).

¹⁰⁹ *Ibid.*, Trojan juin 1944.

¹¹⁰ *Ibid.*, Trojan 6 juin 1944.

¹¹¹ *Ibid.*, F 545, op. 6, del. 1241 ; Christian Bougeard, « Jaouen Albert, Marie. Pseudonymes dans la Résistance : Roger et Laurent », <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article76302>.

¹¹² *Ibid.*, F 495, op. 225, d. 1755 ; Petre Mihăileanu, « Sur le front de la Résistance à Toulon et dans le nord-est de la France », Gheorghe Vasilichi, Mihai Florescu *et alii* (dirs.) *Les Roumains dans la Résistance française*, Bucarest, Meridiane, 1971, p. 232-242.

¹¹³ RGASPI, F 553, op. 1, d. 2, Trojan 26 avril 1944.

(camarade Michelle, employée du camarade Gabi) », une liaison de Boris Milev (Charles)¹¹⁴. Suite aux arrestations dans le milieu des FTP, et donc aux risques d'infiltration des polices françaises ou allemandes, mais aussi à la mésentente avec Dorn, Trojan n'eut d'autre solution que de jouer avec la sécurité des réseaux communistes et de s'en remettre aux « étrangers » de la MOI.

Après avoir essayé les affres de la lutte interne, Trojan eût hâte de retourner à son activité clandestine. Deux questions le préoccupaient en ce début de juin 1944. Une apparaissait en toute lettre dans ses notes prises après son retour de Vesoul et concernait l'armement des prisonniers ; elle était aussi ancienne et récurrente qu'insoluble¹¹⁵. L'autre ne fut pas formulée dans le brouillon du rapport à venir de juillet, mais résulta de l'activité de Trojan : pourquoi se départit-il des règles de sécurité suivies jusque-là et qui l'amènèrent à conserver sa clandestinité en usant d'agents de liaison et d'« agents de renseignement », selon le principe des « liaisons effectives » édictées par les FTP ? Autrement dit, pourquoi se rendit-il à Thil ? Faute d'avoir lui-même donné ses raisons, il faut s'en remettre à l'explication donnée par Tansky, dix-sept ans après les faits, sur la base de ses souvenirs¹¹⁶. Il convient également de prendre en compte la réalité des événements thilois en ce printemps 1944. Depuis le 20 mai, de « grands transports » (il y en eut sept), suffisamment originaux dans cette petite cité minière pour être notables, apportaient des « machines-outils et divers matériaux ou produits »¹¹⁷. Le 7 mars précédent, les autorités du Reich avaient décidé, depuis Berlin, de redéployer dans la mine du Syndicat de Tiercelet des installations qui étaient encore « chez Peugeot [Montbéliard] et une partie [...] à Fallersleben », un *Kommando* extérieur du *Konzentrationslager* Neuengamme¹¹⁸. Les travaux furent confiés à l'Organisation Todt (OT) de Paris qui, depuis la veille, avaient déjà commencé à amener du matériel humain « dans la région de Villerupt » dans un premier temps¹¹⁹. L'*OT-Einheit* (entreprise travaillant pour l'OT) Walter Lüders, spécialisée dans le fonçage de puits, d'aqueduc et de système d'approvisionnement en eau, s'installa à Thil, 1 Grand-rue, le 15 mai¹²⁰. Ces mouvements ferroviaires et la réalité des travaux de l'OT ne passèrent pas inaperçus aux Renseignements généraux : tous les rapports à compter du 16 mars 1944 parlèrent de la « construction d'une usine souterraine à Thil »¹²¹. Sans être aussi précis, puisque se fondant uniquement sur une observation des allées et venues, les informations que firent remonter les « agents de renseignement » de Trojan, dont « Ferdinand », furent suffisamment complètes pour que ce responsable d'une opération militaire soviétique confidentielle se décidât à y aller jeter un coup d'œil.

Ainsi s'expliquait cette « rencontre avec la liaison du camp d'Errouville », donc un *Ostarbeiter*, à Thil. Le moment de ce déplacement intervint entre, d'une part, son retour de Vesoul, où il y resta au moins du 6 au 8 juin, et sa liaison avec « Nik », certainement aux alentours du 10 juin. D'autre part, deux mentions portées aux rapports hebdomadaires du *SS-Oberscharführer* Eugen Walter Büttner, commandant du sous-camp de Thil-Longwy, puis de Kochendorf, deux *Kommandos* extérieurs du *Konzentrationslager* Natzweiler, du 24 juin et du 25 septembre, permettent d'apporter d'inédites précisions¹²². Le premier document portait sur la période du 18 au 24 juin 1944 et précisait :

« Événement extraordinaire au cours de cette semaine : néant.
La mise à disposition de 20 hommes comme gardes est indispensable. »

Le côté énigmatique de la première phrase apparaissait à la lumière de son côté inédit, confronté aux six autres rapports thilois que Büttner rédigea jusqu'au 20 août 1944. Au contraire, la seconde phrase semblait totalement dépendante de la précédente, qu'elle suivait logiquement. Pourquoi donc demander un renforcement de la garde, qui ne fut jamais suivie d'effet, s'il ne s'était produit aucune faille de sécurité dans la période précédente au présent rapport ? On sait que les premiers déportés,

¹¹⁴ Grégoire Georges-Picot, « Milev, Boris dit Charles puis Gaby », <http://odyseeo.generiques.org/ark:/naan/a011442496976PQfsBu>.

¹¹⁵ Cf AMMM, 1739 W 41, Buffart, note 11/25 janvier 1944.

¹¹⁶ Vasily Konstantinovic Taskin, *op. cit.*, p. 419-420.

¹¹⁷ Eugène Gaspard, *op. cit.*, p. 55.

¹¹⁸ BA, Militärarchiv, Freiburg am Breisgau, RL 3/2, Ferdinand Porsche.

¹¹⁹ *Ibid.* ; ADMM, WM 404, Olivier à Jean-Faure, 26 avril 1944.

¹²⁰ ADMM, Cab 189, Garrigue à Jean-Faure, 10 juin 1944.

¹²¹ *Ibid.*, WM 1057/7, Deray à Mancel, et Garrigue à Jean-Faure, 16 mars et 28 avril 1944 ; WM 404, Olivier à Jean-Faure, 26 avril 1944 ; Cab 189, *op. cit.*

¹²² IC, 1.1.29.1, Correspondence concerning prisoner affairs in the sub-camps.

venant de Natzweiler, arrivèrent à Thil le 15 juin. Trojan fut donc présent dans la commune entre le 15 et le 17 juin 1944.

Plus énigmatique était la neuvième énumération du dixième point du rapport que Büttner rédigea le 25 septembre, peu après son arrivée à Kochendorf, avec les effectifs concentrationnaire de *Kommandos* de Natzweiler :

« Transfert du terroriste français Fetsch, qui a été amené ici de Longwy-Thil avec les prisonniers, à la Gestapo d'Heilbronn. »

L'énigme résidait justement dans l'identité de ce Fetsch ? L'appellation « terroriste » laissait entendre qu'il fut un résistant meurthe-et-mosellan. Or, d'apparence alsacienne, ce patronyme n'était pas connu dans les milieux résistants français et, dans les archives d'Arolsen, ce nom ne se rapporte qu'à deux détenus allemands à Dachau et Frankfurt depuis 1938.

Le seul événement connu intervenu à Thil, à une date inconnue de juin 1944 et impliquant la résistance, fut l'arrestation de Trojan, prétendument par la *Feldgendarmarie Trupp 629*, de l'annexe de Briey. Les deux mentions de Büttner permettaient de fixer plus précisément la chronologie et le sort de Trojan. Il ne serait pas arrivé d'Errouville avec des *Ostarbeiter*, mais plutôt avec des requis meurthe-et-mosellans de l'OT, entre le 15 et le 17 juin. En outre, comme il était loisible de s'en douter, il s'infiltra sur le chantier des *Vergeltungswaffen* (armes de représailles) sous le pseudonyme de « Jean Fetsch », le prénom était déjà celui qu'il usait dans la résistance. Mais, contre toute attente, il ne fut ni exécuté, comme le rapporta « Ferdinand » le lendemain à Pompey, ni plus tard, emmené de la prison nancéenne Charles III, ne portant que des sous-vêtements, comme le prétendit à l'été 1945, depuis Hayange, un groupe de patriotes soviétiques¹²³. D'ailleurs, Trojan (Fetsch) ne compta ni parmi les trente-et-un communistes arrêtés, ni parmi les quinze fusillés de Meurthe-et-Moselle en 1944¹²⁴. Mis au secret dans le camp de Thil, il ne fut livré à la Gestapo de Heilbronn qu'en septembre 1944, trois mois après son arrestation. La seule chose certaine est que Trojan, contrairement à Nagorski et Kotowa, ne révéla rien de son activité au service de l'Union soviétique.

Cette disparition ne mit pas fin à l'opération enclenchée en avril 1944. Son successeur fut naturellement Vasily Taskin, qui commandait déjà la partie militaire. De Pompey, il s'en retourna à Nancy où il avertit immédiatement les responsables FTP et MOI, Jaouen (Laurent) et Mihăileanu (Marcel)¹²⁵. Puis il entreprit d'accomplir les dernières instructions écrites laissées par Trojan. Une libération imminente d'un détachement de partisans du camp de Tucquegnieux par le groupe FTP Bataillon libre de Lorraine. Mais, deux jours après l'arrestation, soit vers le 20 juin, les Allemands commencèrent à transférer en hâte les prisonniers de ce camp. Cette mention de Taskin sonnait étrangement à la lumière d'un rapport du sous-préfet de Briey Maurice Mancel, écrit deux jours plus tard :

« Pour éviter une désorganisation à peu près complète de certaines communes, il est préférable de renvoyer d'abord en Allemagne les prisonniers russes¹²⁶. »

Taskin dut également mettre en œuvre la constitution, à partir du détachement « Stalingrad » de Ponomarev (Georges), d'une nouvelle externalisation, en direction de la Moselle annexée cette fois¹²⁷. Le détachement « Jelezniak » devait prendre contact avec les évadés du camp de triage de Boulay, réfugiés dans la forêt d'Eincheville.

L'analyse des rapports de Trojan permet de mettre en lumière deux approches distinctes. La première touche à la clandestinité, sans être propre à la résistance ou à la Seconde Guerre mondiale. L'opérateur ne fut pas envoyé seul en Meurthe-et-Moselle, pas plus qu'il ne s'y trouva sans liaison avec son « centre ». Szinda et Matline (Laroche) agirent auprès des FTP autant que de la MOI pour placer des hommes à eux, interbrigadistes ou simplement agent de l'Internationale communiste, le plus souvent russes. Certains furent d'ailleurs détectés en amont, au printemps 1941, par d'Onofrio (Edo) depuis Moscou. La mise en place de personnels autrement acquis à l'Union soviétique que par la

¹²³ *Советский напюом* [Patriote soviétique], 24 août 1945, p. 4 ; Vasily Konstantinovic Taskin, *op. cit.*.

¹²⁴ Jean-Claude Magrinelli, *op. cit.*, p. 405 ; Claude Favre, *La Malpierre Des héros anonymes*, Nancy, Amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation de Meurthe-et-Moselle, 2012, p. 7-8.

¹²⁵ Guennadi Netchaiev, « Sur les traces des partisans français », *Études soviétiques*, n° 7-8, 1974, p. 102.

¹²⁶ ADMM, Cab 189, Mancel à François, 22 juin 1942.

¹²⁷ MBKU, HB/LM 514/4, Ponomarev, 22 juin 1944.

simple croyance idéologique permit d'assurer une sécurité opérationnelle qui ne pût que profiter à Trojan. Lorsque sa fonction de coordinateur en Meurthe-et-Moselle fut contestée, localement par un idéologue croyant en la révolution prolétarienne à venir, nationalement au nom d'une volonté de contraindre toute décision militaire à l'orthodoxie idéologique, cette structure bâtie par Szinda et Laroche permit d'endiguer les velléités de Dorn comme de Slobodinski. L'état de la documentation ne permettant pas de saisir l'état psychique de Trojan, il n'est pas possible d'affirmer que cette tension interne, s'ajoutant à celle externe qu'il nota dès la fin avril, le conduisit à se montrer imprudent dans l'accomplissement de sa reconnaissance en profondeur à Thil mi-juin 1944, hâtant une fin qui n'était pas contenue dans la mission initiale qui lui fut donnée.

L'autre approche concernait la réalité militaire de l'opération de guérilla sur les arrières de l'ennemi allemand. Si l'action du CCPGS fut d'encadrer des évasions, qui obligeraient les Allemands à consacrer plus de forces à les rechercher qu'à envoyer sur le front de l'Est, il est admissible de reconnaître sa réussite. Son impact sur les masses de prisonniers soviétiques qui arrivèrent au *Stalag XIIIF/Z*, de Boulay, soit 9 545 qui furent réellement envoyées dans les mines de Lorraine (Moselle et Meurthe-et-Moselle)¹²⁸, est plus sombre. Les prisonniers évadés, dont le tableau dressé par Trojan montrait combien ils furent soigneusement sélectionnés, ne représentèrent jamais que 4,98 % de l'effectif total. L'apport des évadés de Moselle, qui reste encore à déterminer, ne changerait pas vraiment ce pourcentage. Si l'on s'accorde sur les objectifs de l'opération soviétique, à savoir entretenir une guérilla sur les arrières de l'ennemi allemand, il faut reconnaître qu'ils furent manqués. Certes, le sous-préfet Mancel pointa les Soviétiques comme, « par leurs évasions, continu[ant] à augmenter les effectifs du maquis meusien, ce qui ne tard[a] pas à accélérer les sabotages et déclencher les attentats à mains armées »¹²⁹. Mais la relation de cause à effet n'est absolument certaine. La courbe des sabotages s'accéléra certes en juillet de sept à treize en un mois, puis vingt-cinq en août¹³⁰. Mais la résistance communiste ne fut pas seule à opérer dans le Pays-Haut, et il faut prendre en compte les effets des planifications, tant de la France libre que des Alliés, comme les Plans Vert, Violet et Bleu (actions contre les chemins de fer, les lignes téléphoniques et électriques), notamment le premier préparé par le service de renseignement de la France libre dès le printemps 1943, en liaison avec Résistance-Fer, les autres intervenant dans le cadre du Débarquement de Normandie.

Pour se faire réellement une idée de l'opérationnalité des prisonniers libérés par le CCPGS, surtout au lendemain du 6 juin 1944, il suffit de s'en remettre à Slobodinski, qui parlait du Pas-de-Calais :

« Il existe de nombreux cas dans lesquels des partisans soviétiques agissent avec indiscipline, se saoulent, se mettent en contact avec des personnes suspectes et non vérifiées appartenant à la population locale, se promènent sans avoir besoin de nous, et certains citoyens soviétiques ne sont pas engagés dans la lutte contre l'ennemi, mais dans l'autosuffisance, ce qui contredit fortement l'esprit et les objectifs de la lutte des patriotes soviétiques. À la suite de cette licence, nous avons de nombreuses victimes absurdes des partisans soviétiques. (...) »

À l'avenir, les détachements de partisans soviétiques devraient participer à des actes et à des opérations militaires et non à leur propre approvisionnement. Chaque détachement et chaque partisan soviétique doivent s'efforcer d'obtenir et obtenir de bons résultats dans des actions et des actes accomplis dans la lutte contre le fascisme¹³¹. »

Nul doute que dans le Pays-Haut, la situation fut similaire. En outre, les rapports d'activité des unités de reconnaissance de l'US Army, qui traversèrent la Meuse en direction de la Moselle, tant le 43rd Cavalry Group que le 359th Infantry Regiment, ne signalèrent aucunement la vingtaine de maquis de partisans soviétiques, ni les autres d'ailleurs¹³². Quant aux Britanniques, ils ne perçurent aucunement l'action des maquis de « partisans soviétiques ». Au contraire, deux rapports sur le sujet furent réalisés par leurs services de renseignement militaire, le MI3c, en charge de l'Union soviétique, et étranger, le

¹²⁸ Reinhard Otto, Rolf Keller, Jens Nagel, « Sowjetische Kriegsgefangene in deutschem Gewahrsam 1941-1945. Zahlen und Dimensionen », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 56/4, 2008, p. 577.

¹²⁹ ADMM, Cab 189, Mancel à François, 22 juin 1942.

¹³⁰ Maurice Noel, « Carte des actions de la résistance dans le Pays-Haut (1943-1944) », *Le Pays-Haut*, n° 3-4 ; 1983, p. 218-228.

¹³¹ RGASPI, F 553, op. 1, d. 2, Slobodinski, 1^{er} juillet 1944.

¹³² National Archives and Record Administration, College Park, Maryland, RG 407, Cavg-3-0.3 et 390-INF(359)-03, 1/30 Sept. 1944.

Special Intelligence Service, mais ils se limitèrent aux troupes servant pour l'Allemagne, dans l'Armée de libération de la Russie, du général Andrey Andreevich Vlasov, et autres Ostlegion, ou des prisonniers utilisés contre les maquis de « partisans soviétiques »¹³³. Dans les deux cas, la question des Britanniques fut de savoir comment inciter ces Soviétiques à quitter le camp allemand pour combattre du côté allié. Ils tentèrent une démarche diplomatique à Moscou, mais les Soviétiques se gardèrent bien de révéler leur opération clandestine en France¹³⁴. Pourtant, depuis fin avril 1944, Britanniques comme Français étaient au courant que « certains groupes communistes [fussent] aussi en liaisons avec l'Union soviétique » ; un agent du SOE revenant de Provence l'avait même constaté¹³⁵.

Pourtant, l'opération lorraine fut destinée à rester secrète. Dès la Libération du Pays-Haut, réalisée au 10 septembre 1944, les « partisans soviétiques » quittèrent progressivement leur maquis pour les villes, comme ces trois cents qui gagnèrent Saint-Mihiel mi-octobre¹³⁶. Au même moment, la mission militaire soviétique près l'état-major interallié installa un bureau à Nancy, qu'elle confia à Taskin et arma d'anciens membres de maquis, comme Fedor Pokofievich Gorovoy, échappé de Knutange et membre de « Stalingrad ». Cette structure administra les anciens prisonniers évadés jusqu'à la fin officielle de la guerre mondiale. À charge pour elle de leur établir documents d'identité et, s'il y avait lieu, titres de résistance en langue russe, afin de leur permettre de rentrer en Union soviétique. Incidemment, cette activité administrative, réalisée en liaison avec des membres du Parti communiste, chercha à éviter que les actions de ces drôles de résistants ne fussent récompensées par le gouvernement français. Pour une raison inconnue, Albert Balducci se refusa toujours à demander sa carte de résistant, mais fit une carrière syndicale régionale (1949) et départementale (1953) dans les mines, parallèlement à une autre, au sein du Parti communiste¹³⁷. Quant à Lario, il fut déplacé par les FTP dans les Alpes, dès le 10 septembre, où il fut démobilisé en mars suivant, sans que l'on sache s'il participa à la libération des Hautes-Alpes ou s'il accomplit une mission clandestine en territoire italien. Toujours est-il qu'il passa dans le Piémont jusqu'en mars 1945 et qu'il conserva le bénéfice de son grade. Celui-ci fut homologué sous le nom de Raymond Falco en avril 1947 et Lario se retira à Toulouse, où il ne fut plus embêté par ses multiples condamnations et son décret d'expulsion du territoire français. Il ne fut pas plus ennuyé par les suites de l'affaire des FTP de Réhon, jugés à Nancy le 27 septembre 1945¹³⁸.

Pour les « patriotes soviétiques », le choix ne fut pas personnel, mais imposé par les autorités soviétiques. Lorsque le général de Gaulle vint à Nancy, le 25 septembre 1944, Ponomarev lui fut présenté et se vit ensuite proposé pour recevoir la Croix de guerre¹³⁹. Son dossier n'eût pas le temps d'être instruit. Le 25 mai 1945, tous les Soviétiques quittèrent la Meurthe-et-Moselle pour retourner dans leur pays où ils furent « filtrer » dans différents camps, d'abord en zone d'occupation soviétique d'Allemagne, puis dans l'Oural. Cette procédure était définie depuis le 11 mai. Leur attitude fut analysée pendant six mois, le certificat établi en octobre 1944 par Taskin servant de base pour établir leur caractère de « partisans soviétiques ». Il est admis que le NKVD en réprima moins de 10 % dès leur arrivée et quelque 15 % dans les années qui suivirent¹⁴⁰. Deux membres du détachement « Stalingrad » furent dans ce cas, l'un déclaré « traître à la patrie » à son retour, parce qu'il ne s'était évadé que le 24 août, l'autre condamné en septembre 1951 à dix ans pour avoir été fait prisonnier. Même Ponomarev fut arrêté six mois en 1948, mais pour des faits ne concernant pas son action en France ; il était devenu un suspect idéal¹⁴¹. Szinda ne connut pas de telles affres. Il quitta également la France, mais pour Berlin, où il s'occupa d'abord d'affaire de police, à Berlin, puis dans le

¹³³ The National Archives, Kew Garden, FO 371/43382, MI3c, "Employment of Russian Nationals in France", 21 février 1944, et, Cadogan, "Employment of Russian prisoners by German Forces", 7 juillet 1944.

¹³⁴ Martin Kitchen, *British Policy Towards the Soviet Union during the Second World War*, New York, Palgrave Macmillan, 1986 p. 191-193.

¹³⁵ TNA, HS 6/402, interrogatoire d'Archiduc (Camille Rayon), 26 avril 1944.

¹³⁶ ADMM, WM 1174, Bauer à Blache, 17 octobre 1944.

¹³⁷ Michel Dreyfus, *op. cit.*

¹³⁸ SHD, 16 P 482066 et ACS, *op. cit.* ; *L'Est Républicain*, 28 septembre 1945 ; Jean-Claude Magrinelli, *op. cit.*, 3, p. 119-123.

¹³⁹ SHD, 16 P 485383.

¹⁴⁰ Igor Vasilevich Pykhalov, *Великая Оболганная война* [La Grande Guerre calomniée], Moscou, Yauza, 2005, p. 122.

¹⁴¹ Tamara Fedorovna Gorovaуа, « Глава 8. Post scriptum о советских маки 2 » (chapitre 8 Post-scriptum sur les maquis soviétiques 2) et « Глава 9. На Родину, с Францией в сердце 1 » (chapitre 9 Sur la Patrie, avec la France au cœur 1), <https://www.proza.ru/2015/07/06/1005> et <https://www.proza.ru/2017/08/24/1397>

Mecklembourg, puis prit la direction, au sein du *Ministerium für Staatssicherheit* (Ministère de sécurité de l'État, Stasi) de la République démocratique allemande, du contre-espionnage. Il prit sa retraite en 1965¹⁴².

Sans qu'il y eût un rapport de cause à effet, une vague hagiographique s'ouvrit à cette époque, profitant de la fin de l'ère stalinienne. Des partisans, dont Taskin et Chibanov¹⁴³, purent enfin donner leur version. Un journaliste s'intéressa à eux et se fit passeur de mémoire entre l'Est et l'Ouest, enfin entre le *Военно-историческом журнале* [Journal d'histoire militaire], édité à Moscou, et la revue d'information de l'ambassade soviétique¹⁴⁴. Finalement, à un moment où le Parti communiste français, Laroche, qui acheva d'apporter un éclairage, fortement idéologiser, sur le combat de ces « étrangers »¹⁴⁵. Le 18 novembre 1965, un décret du Présidium du Soviet suprême de l'Union soviétique, octroya l'ordre de la guerre patriotique du 1^{er} degré à plusieurs membres du CCPGS, dont Chibanov mais aussi, à titre posthume toutefois, Trojan¹⁴⁶.

¹⁴² MfS-Lexikon, Szinda, Gustav, <https://www.bstu.de/mfs-lexikon/detail/szinda-gustav/>

¹⁴³ Georges Chibanov, « Красное знамя на улице Гренель [Bannière rouge sur la rue de Grenelle] », Ivan N. Kulikov, Yuri A. Plotnikov et alii (ed.), *op. cit.*, p. 438-452.

¹⁴⁴ Gennady Alekseevich Netchaiev, « Les vengeurs de la forêt de Verdun (partisans soviétiques en France, pendant la dernière guerre) », « Sur les traces des partisans français » et « Avec les partisans d'Alsace-Lorraine », *Études soviétiques*, 1966, 1974 et 1976, p. 70-73, 98-106 et 86-90. Une copie du dernier article se trouve dans AMRN, *op. cit.*. Attestations Soviétiques dans la Résistance, Attestations.

¹⁴⁵ *On les nommait...*, *op. cit.*

¹⁴⁶ Tamara Fedorovna Gorovaya, *op. cit.*